

Le nouveau président indonésien défie le pouvoir et l'autonomie de la hiérarchie militaire

L'ancien chef de l'armée pourrait être traduit devant un tribunal

Le nouveau président indonésien, Abdurrahman Wahid, vient d'engager une partie de bras de fer avec l'armée de son pays qui a géré l'archipel en

toute impunité pendant trente ans. Le 14 décembre, le chef de l'Etat a annoncé que l'ancien commandant en chef de l'armée, le général Wi-

ranto, aujourd'hui ministre de la sécurité, pourrait être traduit devant un tribunal pour avoir été incapable d'empêcher la violence au Timor-Oriental.

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Les généraux indonésiens sont furieux : les voilà obligés de rendre des comptes devant des commissions parlementaires et de subir les assauts quotidiens de commissions d'enquête sur des exactions commises au Timor-Oriental, administré désormais par l'ONU, ou à Atjeh, une province séparatiste de Sumatra. « Les coupables, en fait, sont ceux qui font des déclarations contre les forces armées », a rétorqué, le 15 décembre, le général Jaja Suparman, chef de Kostrad, une unité d'élite, tout en mettant en garde contre la colère de soldats dont les supérieurs sont entraînés dans la boue.

Tout en sachant que cela prendra des années, Abdurrahman Wahid, le président élu le 20 octobre, s'est donné pour objectif d'introduire la transparence dans un système particulièrement opaque. Il procède en laissant les affaires suivre leur cours naturel sur la place publique. Chacun,

pense-t-il, doit jouer son rôle, ce qui explique la vitalité du Parlement et de la presse. Mais cela ne fait pas, entre autres, l'affaire d'une institution militaire qui a géré l'archipel en toute impunité pendant plus de trente ans.

Au début de son mandat, « Gus Dur », nom familier du président, s'est appuyé sur les militaires. Tout en leur refusant la proclamation de la loi martiale à Atjeh, il leur a fait quelques concessions en renonçant à la fois à démilitariser cette province rétive et à lui proposer un référendum sur l'indépendance, comme le réclament les activistes d'Atjeh. Aux Moluques, où il s'est rendu le 12 décembre, il a dit aux chefs des communautés chrétienne et musulmane qu'il leur appartenait, en priorité, de mettre fin à un conflit interreligieux qui a fait sept cents victimes depuis le début de l'année. C'est le langage que les militaires souhaitaient entendre.

Mais un tournant semble s'être produit le 14 décembre quand Gus Dur a déclaré que le général Wiranto, son super-ministre des af-

aires politiques et de sécurité, pourrait être traduit devant un tribunal. La veille, une commission indonésienne d'enquête avait estimé que l'ancien commandant en chef des forces armées pouvait être tenu pour responsable, pour « omission » ou « défaut d'intervention », durant les exactions commises en septembre au Timor-Oriental par des milices timoraises. Si le général Wiranto est reconnu coupable par la justice, « il quittera automatiquement » ses fonctions, a ajouté Gus Dur à propos d'un officier souvent décrit comme le numéro deux du gouvernement.

LEVÉE DE BOUCLIERS

Cette déclaration a provoqué une levée de boucliers dans les rangs de l'armée. « Il semble que les généraux sont désormais jugés par le public », a déclaré le général Agus Wirahadikusumah, commandant de région militaire. « Ce que la commission a révélé au grand public est excessif et au-delà du processus judiciaire », a protesté le général Wiranto. L'armée,

qui s'est retrouvée à la tête d'un empire au lendemain des trente-deux ans de règne de Suharto, a l'intention de se défendre. Son organisation est présente jusqu'au niveau des villages. Ses propres structures doublent ou coiffent celles de l'administration civile. Ses institutions parallèles, notamment les services spéciaux, agissent parfois de façon autonome, ce qui semble avoir été le cas, au moins en partie, au Timor-Oriental.

L'enjeu de la décentralisation et de la primauté du pouvoir civil est donc énorme. Gus Dur l'a assez bien compris pour ne pas attaquer l'institution militaire de front, mais en encourageant le fonctionnement d'institutions démocratiques, donc en appliquant la séparation des pouvoirs. Cette ambition de faire d'un Etat secret et autocratique un pays responsable et ouvert ne peut, au mieux, se réaliser qu'au prix de vives tensions et de quelques atterrissements supplémentaires.

Jean-Claude Pomonti

Les Vénézuéliens ont approuvé la nouvelle Constitution

Le président Hugo Chavez disposera de pouvoirs étendus pour mener sa « révolution démocratique »

SELON des résultats partiels, la nouvelle Constitution « bolivarienne » a été approuvée par plus de 70 % des Vénézuéliens, lors du référendum organisé mercredi 15 décembre. La journée a été marquée par des pluies catastrophiques, qui ont fait 38 morts. Le président Hugo Chavez, commentant les premiers résultats a déclaré : « Nous avons accouché de la nouvelle république bolivarienne, mais nous l'avons fait dans la douleur. » Le chef de l'Etat a annulé les manifestations de victoire de ses partisans, « parce qu'il n'y a rien à célébrer », a-t-il ajouté.

POLARISATION DES DÉBATS

La campagne avait été marquée par une vive polarisation des débats. S'appuyant sur la majorité écrasante dont il disposait à l'Assemblée constituante, sur les secteurs les plus pauvres de la population, qui lui ont manifesté une fois de plus leur soutien mercredi, et sur les médias d'Etat, le président Chavez a affronté directement l'opposition du patronat, de l'Eglise catholique et des médias

privés. Cette coalition reprochait au projet de Constitution de conférer de trop grands pouvoirs au président, de réserver un statut spécial aux forces armées, de limiter la liberté de la presse et de garantir le statut élatique du secteur pétrolier. Le Venezuela est le troisième exportateur mondial de pétrole.

Pour compléter le dispositif qui doit lui permettre de mener à bien la « révolution démocratique » qui, selon lui, donnera un coup d'arrêt au « capitalisme sauvage », le président Chavez va organiser une « méga-élection » qui devrait renouveler complètement le personnel politique. Ce scrutin pourrait avoir lieu en mars et permettre aux Vénézuéliens d'élire le nouveau Parlement monocaméral (l'ancien Sénat a été aboli mercredi), les gouverneurs et les assemblées de province, les maires et le président de la République. Hugo Chavez sera bien sûr candidat. Si tout se passe comme il l'espère, il devrait être élu pour un mandat de six ans renouvelable une fois. — (AFP, AP)

Le chef de la résistance timoraise reçoit le prix Sakharov

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Pour l'occasion, Xanana Gusmao avait troqué son uniforme camouflé de guérillero pour le complet cravaté : en ce mercredi 15 décembre, le chef historique de la résistance du Timor-Oriental, - cinquante-trois ans, dix-huit ans de maquis, sept ans de prison et un avenir possible sinon probable de futur chef d'Etat - a été ovationné par les députés du Parlement européen après avoir reçu des mains de Nicole Fontaine, présidente de l'Assemblée de Strasbourg, le prix Andreï Sakharov pour la liberté de l'esprit, qui le récompensait pour sa longue lutte contre l'armée d'occupation indonésienne dans l'ex-colonie portugaise. Devant les eurodéputés, qui l'ont applaudi debout, Xanana Gusmao s'est dit « atterré par les vestiges des destructions systématiques » commises dans son pays et a insisté sur la « fragilité » du Timor, où lui et son peuple se sentent « encore extrêmement faibles ».

« Les gens disent que je suis un héros, une sorte de Nelson Mandela, le dernier des Che Guevara. Ça me gêne. C'étaient eux, mes héros, mes modèles. Mais moi, qui suis-je ? Un homme avec ses faiblesses et ses lacunes. Si l'on me connaissait mieux, voilà ce que l'on saurait », avait auparavant affirmé au Monde José Alexandre Gusmao, dit « Xanana », dans une petite salle de son hôtel strasbourgeois. Concentré et souriant, cet ancien maquisard barbu au sourire cordial qui fut, à partir du début des années 80, la figure emblématique de la résistance joue ainsi les modestes. Libéré en septembre, après avoir passé sept années de prison dans les geôles de Djakarta, M. Gusmao est revenu le 22 octobre à Dili, capitale dévastée par les milices pro-indonésiennes et l'armée après que le référendum du 30 août sur l'autodétermination eut donné la victoire aux partisans de l'indépendance.

« Serez-vous le prochain président du Timor-Oriental ? - Oh ! ce n'est pas très intéressant d'en parler. J'ai décidé, après être devenu le leader de la résistance, que mon destin personnel se confondait avec le devoir dû à mon peuple. Mais je ne pense pas être la personne la plus appropriée à devenir le président du Timor-Oriental. J'estime que la tradition qui veut que d'anciens chefs des luttes de libération nationale doivent devenir les nouveaux leaders, une fois la victoire acquise, n'est pas une bonne chose », répond-il. Il fait un geste de la main, comme l'on chasse une mouche, et ajoute en riant : « On peut citer plusieurs exemples d'anciens résistants devenus de mauvais chefs d'Etat... Si je pensais être le seul habilité à

mener mon pays en temps de paix, et si c'est ce que les gens pensent, alors cela veut dire que je me prendrais pour une sorte de nouveau Suharto ! [l'ancien président indonésien déposé en mai 1998]... »

L'avenir dira donc si le « chef de guerre » Gusmao saura résister aux pressions pour laisser à d'autres le soin de présider à l'indépendance du territoire. Pour l'heure, et en dépit de ses affirmations, il reste le chef charismatique d'un peuple qui l'adule et dont l'aura peut seule, aux dires de nombreux experts, transcender les appétits de pouvoir risquant fort de diviser les caciques du Conseil national de la résistance (CNRT), organisation parapluie qui rassemble les différentes tendances de la mouvance indépendantiste est-timoraise et dont « Xanana » est le président.

LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ

Pour l'heure, M. Gusmao est un homme très occupé. Dans le Timor détruit et libéré, il passe son temps à voyager, retrouvant ses anciens soldats, se réunissant avec ses collègues du Conseil consultatif national chargé de jeter les bases, avec l'aide de l'Autorité transitoire des Nations unies pour le Timor-Oriental (Untaet), du cadre économique, politique et juridique qui mènera l'ex-colonie portugaise sur les chemins de la liberté. Mais l'Untaet va rester durant une période de plusieurs années la seule véritable autorité du Timor de l'Est. « Xanana » en est conscient, même s'il insiste avec force sur le fait que « c'est aux Timorais-Orientaux de jouer un rôle prépondérant dans le processus menant à l'indépendance ».

Mais toujours, l'ex-guérillero répète son souci d'éviter les chasses aux sorcières et son obsession à prévenir tout esprit de revanche contre les collaborateurs de l'ancien régime : il y a quelques jours, à la frontière du Timor-Occidental voisin - qui est une province indonésienne -, il a rencontré Joao Tavares, l'un des principaux chefs des milices de Djakarta avait armées et formées afin d'intimider les électeurs avant le référendum. Ce dernier lui a promis de désarmer ses hommes et a également fait part à M. Gusmao de son souhait de rentrer au Timor-Oriental, « en échange de garanties pour sa sécurité » quand il reviendra chez lui, parmi un peuple qui le hait, lui et ses affidés. Xanana Gusmao lui a répondu par l'affirmative. L'ancien guérillero n'a qu'un seul credo : « Nous ne pourrions pas construire un Timor de l'Est indépendant sans réconciliation nationale. »

Bruno Philip



L'Internet Mobile, vous connaissez ?

Comme des millions de personnes dans le monde, vous n'associez pas l'Internet uniquement à des communications de données.

Après tout, il s'agit aussi d'images, de sons ou plus généralement d'explorer, d'apprendre et de partager.

Internet deviendra rapidement aussi indispensable que la télévision ou la restauration rapide.

Alors, forcément, vous voudrez

emmener Internet partout avec vous, pour envoyer des e-mails, consulter des sites web, envoyer et recevoir des informations multimédia de n'importe où vers n'importe où.

Nous avons une sérieuse longueur d'avance dans ce nouveau monde des Télécoms où la voix et les données convergent sur un nouveau type de réseau sans fil utilisant le protocole IP.

Grâce à notre expertise dans les réseaux

mobiles et les terminaux ainsi qu'à nos récentes acquisitions de sociétés spécialisées dans le domaine des routeurs et des plate-formes ATM et d'accès à Internet, nous disposons de tous les éléments pour faire de ce futur une réalité.

Avec notre support, les opérateurs du monde entier se préparent à offrir aux personnes mobiles le plaisir du multimédia sans fil ou plus simplement de l'Internet Mobile.

ERICSSON

www.ericsson.fr

La droite est de plus en plus tentée de rejeter la réforme de la justice

Les parlementaires de l'opposition se sont donné un mois pour fixer leur position au Congrès appelé, le 24 janvier, à réformer le Conseil supérieur de la magistrature. Mais ils sont de plus en plus nombreux à plaider pour un rejet de ce texte

A quarante jours de la réunion du Congrès, l'adoption de la réforme du Conseil supérieur de la magistrature paraît de plus en plus incertaine. Les parlementaires de droite semblent en effet majoritairement

tentés de voter contre ce texte, le 24 janvier. Lors d'une nouvelle réunion des députés et sénateurs centristes, mercredi 15 décembre, le porte-parole de l'UDF, Gilles de Robien, a plaidé en vain pour que les cen-

tristes expriment rapidement leur opposition à cette réforme, même si, pour l'heure, leur président, François Bayrou, reste circospect. L'UDF ne se prononcera que le 18 janvier, tout comme le RPR et Démocra-

tie libérale. Une réunion des présidents de groupes parlementaires de droite, de l'Assemblée et du Sénat, pourrait également avoir lieu à la mi-janvier. Cette fronde croissante à droite a contribué à ressouder les

rangs de la majorité. Les réserves des amis de Jean-Pierre Chevènement ne trouvent plus le même écho dans les autres partis et en particulier au PS, rassuré par les « ouvertures » d'Elisabeth Guigou.

POUR fêter le passage à l'an 2000, Valéry Giscard d'Estaing prépare, à l'intention de Jacques Chirac, un de ces « cadeaux » dont il a le secret. L'ancien président de la République a en effet l'intention de dire, prochainement, tout le mal qu'il pense de la réforme de la justice, ce « galimatias qui ne tient pas debout », selon des propos rapportés par l'un de ses collègues député. Quarante jours avant la réunion du Congrès sur la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), c'est peu dire que l'affaire paraît mal emmanchée. En dépit des avancées proposées par la garde des sceaux, Elisabeth Guigou (*Le Monde* du 16 décembre), un puissant vent contraire continue de souffler, à droite, sur l'ensemble de la réforme.

Lors d'une nouvelle réunion des parlementaires centristes, mercredi 15 décembre, le président de l'UDF, François Bayrou, n'a pu que tenir compte de l'état d'esprit de ses troupes. Lors des précédentes réunions, M. Bayrou avait plaidé pour que le vote sur le CSM – texte auquel il reste favorable – soit isolé de toute considération sur les autres volets de la réforme – notamment la « rupture » du lien entre le parquet et la chancellerie, à laquelle il est lui-même farouchement opposé. Il avait également mis en garde députés et sénateurs centristes contre le risque d'être en « décalage » vis-à-vis de l'opinion.

« François Bayrou était plutôt favorable il y a huit ou quinze jours. Hier, il était beaucoup plus nuancé », confie le porte-parole de l'UDF, Gilles de Robien. Selon le

député de la Somme, « la quasi-totalité des parlementaires souhaitent voter contre », le 24 janvier. Aux côtés du député d'Indre-et-Loire Renaud Donnedieu de Vabres, qui souhaite que l'UDF « ne soit pas à la remorque » des autres groupes de l'opposition, le maire d'Amiens a plaidé en vain, mercredi matin, pour que les centristes prennent position « tout de suite » : « L'UDF ne doit pas donner l'impression de tergiverser, souligne M. de Robien. Il faut positiver les choses, et dire quel type de réforme nous entreprendrions si nous arrivions au pouvoir. »

La crainte de devenir une

« cible » l'a finalement emporté : l'UDF ne prendra position que le 18 janvier. Les sénateurs centristes sont dans le même état d'esprit que leurs collègues de l'Assemblée. « Ils sont très majoritairement opposés à l'adoption de la réforme constitutionnelle », nous a indiqué leur chef de file, Jean Arthuis, qui dit « partager leurs préoccupations ». Le risque de se voir reprocher d'être défavorables à l'indépendance de la justice a été balayé d'un revers de main, mercredi matin. Plusieurs intervenants ont, en effet, soutenu que les attentes de l'opinion concernaient les lenteurs et les coûts de

la justice, et non son indépendance. Du côté du RPR, où la tendance est également majoritairement à un vote contre, certains s'emploient à préparer le terrain pour que le chef de l'Etat soit autant que possible épargné. Patrick Devedjian l'assure dans une note en date du 13 décembre, où il explique que « la demande du président de la République n'est satisfaite ni sur le fond ni sur la forme ». Le député des Hauts-de-Seine, qui avait voté pour la réforme, le 3 juin 1998, la mort dans l'âme, s'apprête aujourd'hui à voter contre, sans états d'âme. L'élection de Michèle Alliot-Marie à la

présidence du RPR a aussi contribué à libérer l'expression. Bernard Accoyer (Haute-Savoie), qui avait voté pour, « voterait contre aujourd'hui », comme Roselyne Bachelot (Maine-et-Loire), Thierry Mariani (Vaucluse) ou encore Patrick Ollier (Hautes-Alpes).

« CONTRE LA MÉTHODE JOSPIN »

« Le président a donné des principes, de la défense des justiciables à la responsabilité des magistrats. Le gouvernement n'a répondu ni au premier ni au second », souligne M. Ollier, qui devrait être nommé conseiller politique de la nouvelle présidente du RPR. « Je suis pour

la réforme lancée par Chirac, contre la méthode Jospin ! », lance M. Mariani. Favorable au maintien d'un lien entre le parquet et la chancellerie, François Fillon n'avait pas pris part au vote, le 3 juin 1998. « Je suis tout à fait décidé à voter contre, le 24 janvier. Michèle Alliot-Marie ne va pas œuvrer pour faire passer la réforme », assure-t-il aujourd'hui.

La nouvelle consigne du « oui à Chirac, non à Jospin » ne convainc pas tout le monde au RPR. Mardi, lors de la réunion des sénateurs gaullistes – à laquelle M^{me} Alliot-Marie a participé –, quelques élus ont plaidé en faveur de la réforme du CSM. Maurice Ulrich, conseiller du président de la République, a pris à partie la députée des Pyrénées-Atlantiques pour lui signifier qu'il faudrait tenir compte, le jour venu, des avancées proposées par le gouvernement. « Cette réforme, il faut la voter. Nous avons été quatre à avoir eu le courage d'exprimer ce point de vue, mardi, mais d'autres nous suivent. Il peut se passer beaucoup de choses d'ici au 24 janvier », renchérit Patrice Gélard (Seine-Maritime). A l'heure actuelle, un tiers du groupe RPR du Sénat serait pour, et deux tiers contre. La droite sénatoriale va, elle aussi, prendre son temps. Le président de son intergroupe, Henri de Raincourt (RI), a obtenu du président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), un accord de principe sur une réunion, à la mi-janvier, des présidents des groupes de droite de l'Assemblée et du Sénat.

Clarisse Fabre
Cl. F. et Jean-Baptiste de Montvalon

La gauche refait son unité derrière M^{me} Guigou

BIENTÔT, tout cela ne sera plus qu'un mauvais souvenir. Des réticences dues à une mauvaise compréhension de la réforme de la justice, la crainte irrationnelle suscitée par la démission, le 2 novembre, de Dominique Strauss-Kahn, mis en cause dans l'affaire de la MNEF, avant même d'être mis en examen... Voilà pourquoi la gauche aurait « flotté » depuis quelques semaines, explique volontiers l'entourage de Lionel Jospin. Aujourd'hui, la tempête serait passée. « Il y a une large majorité du groupe pour voter la réforme du CSM. Ceux qui sont contre ne viendront pas. Et puis, il y a le petit groupe irréductible autour de Michel Charasse, isolé et intouchable », estime Jacques Floch (PS, Loire-Atlantique), rapporteur du projet de loi constitutionnelle. Il ajoute : « La droite nous a bien aidés à refaire notre unité. Il a fallu resserrer les rangs. On ne pouvait pas faire un pied-de-nez au gouvernement tellement l'enjeu est important. »

Aucun progrès n'a été enregistré, en revanche, du côté des députés du Mouvement des citoyens – sept élus sur huit s'étaient abstenus, le jour du vote en première lecture, le 3 juin

1998. « On ne fera pas mieux ! », assure Jean-Pierre Michel (Haute-Saône). Les radicaux de gauche attendent encore avant de se prononcer, même si Alain Tourret (Calvados) ne cache pas qu'il votera pour.

La « calinothérapie » a bien fonctionné. Elisabeth Guigou a pu le constater, mercredi 15 décembre, lorsqu'elle est venue présenter, une nouvelle fois, devant le groupe socialiste, sa réforme globale de la justice. De déjeuners à la chancellerie en notes pédagogiques, les députés PS auraient fini par distinguer la réforme du CSM des autres textes en cours d'examen au Parlement. Ceux qui sont contre – comme Jean-Paul Bacquet – ne veulent même plus parler à la presse. Silence, on approuve.

La ministre de la justice a aussi donné raison à ceux qui, comme Christine Lazerges (Hérault), réclamaient un certain nombre d'amendements sur le projet de loi sur la présomption d'innocence, qui sera examiné en deuxième lecture, à l'Assemblée nationale, en février. « Les propositions de M^{me} Guigou ressemblent comme des sœurs jumelles à celles que j'avais faites, en première lecture », se félicite M^{me} La-

zerges, rapporteuse sur ce texte. Frédérique Bredin (Seine-Maritime) rappelle que, dès la première lecture du texte chancellerie-parquet, elle avait regretté que « pour des raisons techniques, mais surtout politiques », le Parlement ne puisse examiner « en même temps » le texte « tout aussi important sur la responsabilité du service public de la justice ».

Si l'épisode se termine, à gauche, par une happy end, le 24 janvier, il laissera quelques amertumes dans le groupe socialiste. Ainsi, Nicole Bricq (Seine-et-Marne) regrette l'absence d'« un vrai débat sur la séparation des pouvoirs ». « En fait, on est dans la tactique, on spéculer sur la responsabilité de la droite en cas d'échec de la réforme », déplore la députée, qui n'hésite pas à parler de « bricolage » de dernière minute. En fait, conclut M. Floch, si la ministre a remis sa copie sur le statut des magistrats aussi tardivement, c'est à cause des « magistrats corporatistes de la chancellerie. Elisabeth Guigou, elle aussi, a acquis son indépendance, finalement. »

L'Espace Cadeaux fnac.com

Cadeaux de dernière minute : une sélection de livres, disques, vidéos, disponibles en 48 h* sur

www.fnac.com

*voir conditions sur le site.



Père Noël, agitateur depuis...

fnac

M. Jospin attend du Conseil d'Etat la « maîtrise » du droit international

LES DEUX principaux défis que devront à l'avenir relever les juges administratifs sont la montée en puissance du droit international et l'exigence plus grande des justiciables : telles ont été les conclusions tirées, mercredi 15 décembre, par le premier ministre venu clore le colloque du bicentenaire du Conseil d'Etat (*Le Monde* du 16 décembre). « Le pouvoir redoutable que le juge s'est reconnu d'écarter la loi au regard d'une autre norme suppose en contrepartie une parfaite maîtrise du droit international comme du droit communautaire », a déclaré Lionel Jospin, dans une allusion au fameux arrêt Nicolo de 1989, par lequel le Conseil d'Etat a fait prévaloir un traité international sur une loi nationale postérieure.

Le chef du gouvernement a constaté que « les sources du droit se multiplient » : « Droit international public et privé, droit communautaire, droit issu de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, droit national à la technicité

sans cesse croissante. » « Nul n'a plus tout à fait le dernier mot, a-t-il observé. Cour suprême, vous ne pouvez rester indifférents pour autant à ce que jugent la Cour de justice ou la Cour européenne des droits de l'homme. » Cette situation nouvelle doit être assumée par le Conseil d'Etat, dans sa fonction de juge comme dans celle de conseiller de l'exécutif : « Il est essentiel pour le gouvernement d'avoir de votre part un avis assuré, informé aux multiples sources du droit », a déclaré M. Jospin.

Par ailleurs, les justiciables demandent « une considération plus grande », a noté le premier ministre. « Pour accompagner ce nouvel état d'esprit, il vous faut de nouveaux pouvoirs », a-t-il admis, avant de rappeler que le juge administratif pourra bientôt « intervenir en urgence », comme le juge judiciaire. M. Jospin a également préconisé « l'organisation de médiations » en amont du procès administratif.

Rafaële Rivais

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Pierre Chevènement

A la suite de notre article sur l'intervention de Jean-Pierre Chevènement au colloque du Parti socialiste sur la laïcité (*Le Monde* du 14 décembre), le ministre de l'intérieur nous a apporté les précisions suivantes :

M'exprimant au cours de ce colloque, j'ai souhaité que le droit de vote éventuellement accordé aux étrangers non communautaires aux élections municipales ne soit pas utilisé comme un brûlot pour exciter la xénophobie et faire le lit de l'extrême droite.

A partir du fait nouveau qu'est, depuis l'adoption du traité de Maastricht, l'octroi du droit de vote aux étrangers communautaires pour ces élections, j'ai trouvé normal qu'il n'y ait pas de ségrégation sur une base ethnique entre étrangers communautaires et extra-communautaires, plus particulièrement à l'égard des ressortissants de pays notamment

africains qui ont versé leur sang pour la libération du pays.

C'est dans ce souci que j'ai préconisé le droit de vote uniquement aux élections municipales et seulement pour les titulaires de la carte de séjour de dix ans au moment du renouvellement.

Ce droit de vote accordé dans ces conditions serait un pas vers la complète intégration de ces étrangers établis de longue date en France. C'est donc dans la perspective de la naturalisation française des étrangers concernés que j'ai déclaré : « Après les municipales, viendront naturellement les élections nationales. » Il n'y a donc pas dans ma pensée rupture entre la citoyenneté et la nationalité comme je l'entends dire. Le droit de vote aux élections locales resterait ainsi une propédeutique pour l'accès à la citoyenneté française par la voie de la naturalisation.

La direction militaire de la gendarmerie est remaniée après l'affaire des paillotes

Le major général, numéro 2 de la hiérarchie, devrait être mis à l'écart

Le conseil des ministres devrait entériner, le 29 décembre, une série de mutations dans la haute hiérarchie de la gendarmerie. Si le directeur

général, Bernard Prévost, reste en place, le numéro 2, le général Gérard Marcille, major général, va être mis sur la touche, tandis que le général Yves

Capdepon, inspecteur général, a atteint la limite d'âge. Le gouvernement tire ainsi les conséquences de l'affaire des paillotes de Corse.

LA GENDARMERIE nationale, très secouée par l'affaire des paillotes en Corse et par ses suites judiciaires, va procéder à un important et inhabituel mouvement dans sa haute hiérarchie, qui se traduit notamment par la mise à l'écart de son major général, le général Gérard Marcille, numéro 2 de cette armée, dans les faits, après le directeur général, Bernard Prévost. Le conseil des ministres doit en principe entériner, le 29 décembre, des mutations qui touchent pas moins d'une douzaine d'officiers généraux et qui prendront effet dès le début de 2000.

Devant atteindre la limite d'âge de son rang à la mi-janvier 2000, le général Yves Capdepon, auteur d'un rapport d'enquête critique sur le fonctionnement en Corse du groupe des pelotons de sécurité (GPS), dissous depuis, devrait être remplacé, à son poste d'inspecteur général de la gendarmerie, par le général André Laurent, actuel commandant de la circonscription de gendarmerie en Ile-de-France. Au général Laurent doit succéder le général Paul Rocher, qui exerce les mêmes fonctions à Metz.

Les mutations les plus significatives touchent des généraux qui, à un titre ou à un autre, directement ou indirectement, ont eu à traiter le problème de l'ordre et de la sécurité en Corse. Ces changements dans la hiérarchie sont très liés aux dysfonctionnements relevés en mai par le rapport du général Capdepon. C'est le cas du major général, le général Marcille, qui occupait ses fonctions depuis mai

1998 et qui, vu son âge, peut prétendre à rester actif dans la gendarmerie jusqu'en 2005. Il est mis momentanément sur la touche et devrait devenir conseiller du gouvernement pour la défense, un poste dont l'intérêt professionnel dépend beaucoup des missions qui lui seront confiées par le ministre de la défense, Alain Richard. En tant que major général, le général Marcille est responsable du fonctionnement interne de la direction militaire de la gendarmerie. Dans l'affaire des paillotes, il « paie » pour les défaillances apparues dans le mécanisme de commandement et de contrôle de l'ensemble du système, dont le major général est le grand ordonnateur.

MOUVEMENT INHABITUEL

Le général Marcille sera remplacé par le général Marie-Jean Rivière, qui commande actuellement la circonscription de gendarmerie Aquitaine, à Bordeaux. Le général Rivière a occupé auparavant des postes – comme celui de sous-directeur de l'organisation et de l'emploi, puis celui de chef du service « opérations et emploi » à la direction de la gendarmerie – qui lui ont donné une compétence directe en matière de contrôle du corps.

Deux autres généraux, qui ont eu à connaître du dossier corse et de ses « dérapages », devraient eux aussi changer de fonctions. Le général Maurice Lallement, chef du service « opérations et emploi » à la direction générale de la gendarmerie, avait avalisé, au côté du général Marcille, puis validé,

sur le plan administratif, la création du GPS en juin 1998. Le général Lallement n'est pas à proprement parler mis sur la touche. Il devrait être promu général de division et nommé à Bordeaux, au départ du général Rivière; mais sa promotion aurait dû normalement intervenir en juillet et elle a été retardée – ce qui peut avoir pour effet de ralentir sa carrière – en attendant le dénouement de l'enquête en Corse.

Le général Guy Parayre, nommé, à l'été 1998, commandant la circonscription de gendarmerie de Marseille, pouvait, dans cette fonction, savoir ce qui se passait en Corse, même si le colonel Henri Mazères, commandant la légion de gendarmerie dans l'île, s'était ingénié à s'autonomiser auprès du préfet Bernard Bonnet. Le général Parayre devrait être porté au commandement de la circonscription de gendarmerie de Rennes, dont les effectifs sont moindres que ceux à Marseille, et remplacé par le général Jean-Louis de Raspide.

Toutes ces mutations consti-

tuent un mouvement de grande ampleur, inhabituel, provoqué par la crise en Corse, qui a été mal ressentie par cette armée et dont le gouvernement solde aujourd'hui les comptes. La gendarmerie a alors été accusée d'avoir tendance à s'autoadministrer : le GPS a été l'exemple d'un organisme qui agissait hors du cadre classique que leur statut de militaire donne aux gendarmes et qui se contrôlait lui-même, à l'instar de la « cellule élyséenne » de gendarmes durant la présidence de François Mitterrand.

Le ministre de la défense a commandé à Charles Barbeau, lui-même ancien directeur général de la gendarmerie et ancien directeur du cabinet de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'intérieur, un rapport consacré aux aménagements à apporter, entre autres sujets, au fonctionnement interne de cette armée et à la formation de ses cadres. Ce rapport sera probablement remis à M. Richard à la mi-janvier.

Jacques Isnard

Régime transitoire pour la fiscalité sur les successions en Corse

LIONEL JOSPIN a décidé, mercredi 15 décembre, de suspendre pour un an l'abrogation de l'arrêté Miot, qui exonère depuis près de deux siècles les héritiers corses de droits de succession. Dans les faits, le gouvernement ne reviendra pas sur la décision des parlementaires, en 1998, de mettre fin à cette exception corse, mais il mettra en place un dispositif qui permettra aux contribuables corses de ne pas être soumis au régime de droit commun. Sera ainsi dérogé le temps nécessaire pour que le gouvernement et l'Assemblée de Corse s'entendent sur une réforme plus globale de la fiscalité.

L'Assemblée territoriale s'est en effet engagée à présenter au gouvernement, d'ici le 30 juin 2000, des propositions sur une refonte de la fiscalité, afin de la rendre plus efficace en matière de développement économique. Aujourd'hui, entre les allègements de charges et de taxe professionnelle, une TVA à un taux réduit (5,5 % pour le taux normal au lieu de 20,6 % sur le continent, et 2,1 % pour le taux réduit au lieu de 5,5 %), une taxe intérieure sur les produits pétroliers ou, encore, des droits sur le tabac dérogatoires, les avantages fiscaux des contribuables corses représentent environ 1,5 milliard de francs (228,67 millions d'euros) par an. Là-dessus, l'exonération de droits de succession compte pour 50 millions de francs. « Nous voulons une réforme globale sur dix ans, qui se fasse à enveloppe constante et qui soit mieux orientée vers le développement économique de la Corse », explique José Rossi (DL), président de l'Assemblée de Corse, qui se dit prêt à abandonner certains avantages fiscaux si l'argent est mieux utilisé.

Depuis près de deux siècles, l'arrêté Miot du 21 prairial an IX (juin 1801) dispense les habitants de la Corse des pénalités habituelles en cas de non-déclaration des successions dans les délais impartis, ce qui revient à les exonérer de droits de succession. Dans un arrêt du 4 décembre 1984, la Cour de cassation conclut que la taxation des successions est dépourvue de fondement légal et invite le législateur à combler ce vide. En décembre 1998, Charles de Courson, député

(UDF) de la Marne, a fait adopter un amendement à la loi de finances pour 1999 qui rétablit les sanctions à l'égard des contribuables corses ne déclarant pas leurs héritages. Michel Charasse, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, est allé plus loin en introduisant un amendement alignant les règles d'évaluation des biens immobiliers, en Corse, sur le régime en vigueur sur le continent. En clair, la loi de finances 1999 applique à la Corse le droit commun de la fiscalité en matière de succession, à compter du 1^{er} janvier 2000.

« UNE GUERRE POUR RIEN »

Après les élections territoriales de février-mars 1999, la nouvelle Assemblée de Corse a proposé à l'unanimité, au gouvernement, « dès la discussion de la prochaine loi de finances, de suspendre, dans l'attente de la réforme d'ensemble du statut fiscal de la Corse, les effets de l'abolition de l'arrêté Miot ». Le 2 juillet, la même Assemblée s'est engagée à présenter des propositions au gouvernement en la matière avant le 30 juin 2000. Le gouvernement a proposé alors une adaptation progressive, en introduisant dans le « collectif » budgétaire de fin d'année des aménagements sur une période de cinq ans. « C'était ouvrir une guerre pour rien », estime M. Rossi. Les événements récents et la nouvelle donne dans les relations entre la Corse et Matignon vont convaincre le ministre des finances de retirer, au moins provisoirement, ces propositions. Le 2 décembre, l'Assemblée de Corse a réitéré sa demande de suspendre les effets de l'abolition de l'arrêté Miot.

Le 13 décembre, le problème a été abordé lors des discussions entre les élus corses et le gouvernement. Matignon a finalement décidé, mercredi, de ne pas introduire les amendements prévus dans le cadre de la deuxième lecture du projet de loi de finances ou lors du passage au Sénat du « collectif » budgétaire. Et de remettre le sujet à l'ordre du jour dans le cadre des discussions à venir sur une réforme globale de la fiscalité corse.

Virginie Malingre

Philippe Séguin refuse le droit de vote des étrangers

RÉAGISSANT aux propos du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, qui avait suggéré que le « droit de vote [aux élections municipales] soit accordé à tous les étrangers au moment du renouvellement de la carte de dix ans, qui est la carte de long séjour », et non aux seuls ressortissants de l'Union européenne (Le Monde du 14 décembre), Philippe Séguin écrit, dans *Le Figaro* du 16 décembre, que « le droit de vote accordé aux étrangers ne résoudrait en rien la question de leur intégration ». Pour M. Séguin, une telle démarche va « raviver les braises de l'extrême droite ». A titre de contre-proposition, l'ancien président du RPR propose la naturalisation des étrangers au bout de dix ans. M. Chevènement a répliqué que sa suggestion devait être comprise comme « un pas vers la complète intégration de ces étrangers établis de longue date en France ».

DÉPÊCHES

■ **SALAIRES : la moitié des salaires nets sont inférieurs à 8 880 francs** par mois pour un travail à temps complet et un quart à 6 900 francs, révèle une étude de l'Insee publiée jeudi 16 décembre. Cette estimation intègre les retenues éventuelles pour absence ou maladie. Hors ces retenues, le salaire moyen mensuel offert à ces salariés s'est élevé à 10 900 francs nets de prélèvements à la source, précise l'institut. Il indique que le pouvoir d'achat du salaire net moyen a progressé de 1,8 % en 1998, après une hausse de 1,5 % en 1997.

■ **PACA : le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a rejeté**, mercredi 15 décembre, avec les voix de la droite et du FN, un texte présenté par la majorité relative du président socialiste Michel Vauzelle prévoyant le passage aux 35 heures pour le personnel de cette collectivité et la création de 120 emplois. Le texte a été rejeté par 60 voix contre (RPR, UDF, DL, FN), 48 voix pour (majorité « plurielle ») et 8 abstentions (MNR). Le protocole d'accord avait été élaboré avec l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGC-CGT et FO.

■ **PARIS : cinq candidats avaient déposé leur candidature**, mercredi 15 décembre, pour le poste de premier secrétaire de la Fédération de Paris du PS, rendu vacant par la démission de Jean-Marie Le Guen. Les militants socialistes devront choisir, lors d'une élection au suffrage direct le 17 janvier 2000, entre Patrick Bloche, député de Paris, François Dagnaud, premier adjoint au maire du 19^e arrondissement, Pierre Aidenbaum, maire du 3^e arrondissement, Jean-Pierre Blatt, secrétaire d'une section dans le 15^e arrondissement, et Laurent Miermont, un jeune ex-poperéniste du 13^e arrondissement.

FLAGRANT PLAISIR

LANCEL

8 PLACE DE L'OPÉRA 9e • 4. ROND POINT DES CHAMPS - ÉLYSÉES, 8e • 93. RUE DE PASSY, 16e
 • PALAIS DES CONGRÈS - PORTE MAILLOT, 17e • 43. RUE DE RENNES, 8e • 127. AVENUE DES CHAMPS - ÉLYSÉES, 8e
 • CRÉTEIL SOLEIL • LES 4 TEMPS - LA DÉFENSE • PAPÛRY 2 • ROSNY 2 • VELIZY 2

BOUTIQUES OUVERTES LE DIMANCHE 19 DÉCEMBRE
 ISAOU BOUDOUÉ 127 AVENUE DES CHAMPS - ÉLYSÉES 8e



La tentation des « classes ethniques » saisit l'éducation nationale

TROIS MOIS ont passé mais Raouf Kaddachi ne peut évoquer sans malaise la rentrée en CP de son fils Rami, à l'école polyvalente de la rue de Lancry (Paris 10^e). En pénétrant dans la classe, surprise !: il ne retrouve aucun ancien camarade de l'école maternelle. Intrigué, son père se rend compte que la classe n'est constituée que de « Chinois, Noirs et Arabes ». « Tous les bourgeois se retrouvaient dans l'autre CP ! », explique ce Tunisien. L'autre CP regroupe en effet vingt-cinq enfants issus de famille de type « classe moyenne ». Quelques jours plus tard, trois nouveaux élèves d'origine maghrébine arrivent à l'école et sont d'office intégrés dans le CP de Rami. Révolté, M. Kaddachi alerte d'autres parents, mais aussi la mairie et la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). Les responsables de l'association tentent d'en discuter avec le directeur de l'école qui les assure que la composition de la classe relève du « hasard ». « Les parents étaient vraiment choqués d'être regroupés sur leur couleur de peau et se sentaient exclus », raconte Valérie Michaud, élue de la FCPE.

Trois semaines passent dans une atmosphère de malaise grandissant – incompréhension des parents du « bon » CP qui taxent les plaignants de paranoïa, tensions avec le directeur. La FCPE décide de saisir l'inspection académique. Un quart d'heure après leur rendez-vous, l'inspecteur réunit le conseil des maîtres et impose de redistribuer les élèves des deux CP. « C'était une situation inacceptable qu'il fallait changer. Ça a été un travail long et difficile pour convaincre tous les partenaires », explique-t-on à l'inspection académique où l'on s'empresse d'ajouter : « Il n'y avait pas de volonté délibérée. C'est la première fois que nous sommes confrontés à ce type de problème. »

Pourtant, depuis que SOS Racisme a lancé sa campagne contre les discriminations, plusieurs cas lui ont été signalés. Au SNUipp, premier syndicat d'enseignants du premier degré, on reconnaît ce tri des classes : « Souvent de jeunes instituteurs débarquant dans une école nous racontent " J'ai tous les petits Arabes, et la directrice s'est fait une classe de Blancs ", mais c'est difficile d'intervenir dans un milieu qui fonctionne en vase clos », raconte Sophie Zafari, responsable du syndicat. Le phénomène ne semble pas circonscrit à l'école primaire. Eric Debarbieux, professeur de sciences de l'éducation à l'université Bordeaux-II, étudie depuis cinq ans ce processus de « fabrication d'ethnicité » en visitant des dizaines de collèges de l'Hexagone. Son constat n'est guère rassurant : « Le phénomène d'ethnicisation est en marche et suit la géographie de l'exclusion. »

En créant des options, les principaux de collège et les proviseurs tentent de faire face aux pressions des parents et des professeurs. « Confrontés à l'arrivée massive de jeunes qui n'avaient pas avant accès à l'enseignement général, les chefs d'établissement font tout pour garder les élèves issus des classes moyennes en les regroupant », explique M. Debarbieux. Tout l'arsenal éducatif est mis en œuvre pour identifier aux yeux des parents les « bonnes » classes : option allemand-latin, langues rares, classes artistiques à horaire aménagé, classes « européennes », tennis ou patrimoine pour les bons élèves. Aux autres, on réserve l'anglais-espagnol ou l'option football.

« Ces classes sont constituées sur critère de niveau, mais l'existence d'une corrélation sociale et ethnique est évidente », analyse le chercheur,

qui a mené plusieurs études ethnographiques.

Ainsi, ce collège de neuf cents élèves d'une petite ville sur les bords de la Dordogne qui a regroupé ses vingt-cinq élèves turcs : dans l'établissement, on parle de la « classe des notaires » et de la « classe des Turcs ». Ou encore cet établissement parisien qui a si bien regroupé ses élèves d'origine étrangère dans une classe de niveau de la 6^e à la 3^e que les enfants se sont plaints auprès du chercheur : « On veut être mélangés ! »

L'institution scolaire affiche constamment son refus de toute distinction entre les élèves, qu'elle soit sexuelle, sociale ou ethnique. Dans la pratique, elle laisse faire des pratiques ségréguatives. Le découpage en secteurs constitue l'un des instruments privilégiés de ces pratiques.

Un collège d'une petite ville a regroupé ses vingt-cinq élèves turcs.

Dans l'établissement, on parle de la « classe des notaires » et de la « classe des Turcs »

A Colombes (Hauts-de-Seine), le maire (app. communiste) vient d'inaugurer une école dans une zone pavillonnaire dont la zone de recrutement a habilement « évité » la cité voisine. Alors que tous viennent de la même maternelle, les enfants des pavillons se retrouvent dans une école flamboyante neuve tandis que les enfants de la cité Gabriel-Péri ont été affectés dans le secteur Nord, de l'autre côté du boulevard. Seize familles avaient demandé une inscription dans la nouvelle école, celle-ci jouxtant l'école maternelle où sont scolarisés les plus petits. En vain. En dépit d'une surcapacité d'accueil, la mairie refuse toute dérogation et s'abrite derrière la « hausse démographique dans la zone pavillonnaire ». Quant à l'inspection académique, elle explique que l'affectation dans le premier degré est du seul ressort de la mairie. Pourtant, les inspections sont largement consultées lors de l'élaboration des secteurs scolaires.

A Paris, les exemples de sectorisation discriminatoire qui tendent à ghettoïser certains établissements sont monnaie courante. Ainsi dans le 12^e arrondissement, trois écoles se succèdent rue de Reuilly mais leur composition diffère étrangement : au 27 de la rue, l'école abrite 40 % d'enfants d'origine étrangère ; au 57, l'école A en comporte 6 % tandis que la B 26 %. Les parents n'ont qu'une obsession : fuir vers l'école A. Jean-Jacques Hazan, responsable parisien de la FCPE, dénonce le « vrai laisser-aller des mairies et de l'inspection académique. Il faut qu'ils prennent leurs responsabilités pour rééquilibrer ». Pour éviter le départ des dernières familles favorisées, certaines académies comme Lyon et Paris ont réagi en donnant des consignes strictes d'interdiction des dérogations. Mais de l'avis d'un responsable du ministère de l'éducation nationale, dans de nombreux quartiers, « il est déjà trop tard ».

S. Z.

Georges ou l'ascension professionnelle malgré le racisme

Bientôt ingénieur, ce jeune Camerounais de trente-quatre ans constate amèrement : « Je ne m'attendais pas, sous prétexte que j'étais le seul Noir, à être pris pour un singe »

« JE N'AI PAS encore fait d'enfants parce que je n'ai pas pu m'intégrer. Je ne pourrais pas leur montrer le chemin. » Georges, d'ici quelques semaines, sera ingénieur

PORTRAIT

Lorsqu'il vient accueillir des clients, on le prend pour l'homme de ménage

en métallurgie. En attendant, il collabore avec des ingénieurs du groupe Usinor à une recherche sur les nouveaux aciers. Georges, en France, se sent si « différent » qu'il songe au retour.

Trop bon élève pour ne pas être remarqué par les coopérants français qui enseignaient au lycée technique de Douala (Cameroun), Georges, en 1988, se voit conseiller de poursuivre ses études. Pourquoi pas un BTS en France ? Une année de petits boulots pour se payer le billet d'avion et le passeport, et le voilà inscrit en BTS chaudronnerie et tuyauterie industrielle dans un lycée technique de la région parisienne. « C'est ici que les choses se sont compliquées. » Pour une chambre en résidence universitaire, il est déjà trop tard. Aussi songe-t-il à ses camarades de

classe : quelqu'un partagerait-il un appartement ? « J'étais encore tout naïf », dit-il, ajustant machinalement une veste au tombé impeccable.

« Je suis venu en France sans toutefois avoir une grande connaissance de la culture française. Pour les coopérants que j'avais eus comme professeurs, tout était rose en France. Je ne m'attendais pas, sous prétexte que j'étais le seul Noir de la classe, à être pris pour un singe. » Pas de partage d'appartement, donc, et guère plus de partage de conversations. « Personne ne m'approchait. » Ce sera donc l'auberge de jeunesse de la porte de Bagnolet, durant un mois. Puis un coup de main bienvenu d'un ancien professeur de Douala, qui le « remet dans le bain », l'héberge un temps. Avec l'argent gagné en travaillant l'été, Georges cherche à louer une chambre d'étudiant chez l'habitant. « Au téléphone, on me disait que c'était OK. Quand j'arrivais pour visiter, on me disait que c'était déjà loué. » Le proviseur, finalement, le sauve en lui proposant une chambre réservée aux surveillants.

En seconde année de BTS, les bons résultats que Georges engrange changent quelque peu la donne. Certains, même, iront jusqu'à s'excuser de leur attitude pregonnière. A peine diplômé, Georges

intègre le service « contrôle de qualité » d'un sous-traitant automobile. Retour à la case départ. Seule personne de couleur dans l'entreprise, embauché pour un poste que trois salariés convoitaient, Georges doit de surcroît contrôler le travail de ses collègues.

« Depuis quand un Africain me dit que mon travail est mal fait ? » s'entend-il dire. « Il a fallu que je montre que je maîtrisais mon travail, et que je me justifie sans cesse. Non, mon diplôme ne venait pas de la brousse. Non, le directeur ne connaissait pas ma famille. »

HUMILIATIONS

Par petites touches, deux années d'humiliations. De déjeuners solitaires à la cantine. De photos de singes collées à sa porte, à sa blouse. De « Hé, Yannick Noah ! ». De pièces trafiquées après contrôle, pour le discréditer. Lorsqu'il vient, en blouse, accueillir des clients, on le prend pour l'homme de ménage. Lorsqu'il se présente, on demande à voir son chef. Lorsqu'il passe par une agence pour louer un appartement, avec ses 9 000 francs de revenus mensuels, on exige que plusieurs autres personnes se portent caution. Lorsqu'il tente d'acheter un véhicule de 56 000 francs à crédit, avec 20 000 francs d'apport, on lui re-

fuse pour cause d'« escroqueries trop fréquentes avec les Africains », mais le concessionnaire tarde à lui rendre les 20 000 francs déjà versés. Lorsqu'il tombe amoureux, un père directeur d'agence bancaire s'en mêle, menace de couper les vivres à sa fille, et l'on se sépare bons amis.

Georges, qui suit depuis 1993 des cours du soir au Conservatoire national des arts et métiers pour décrocher un diplôme d'ingénieur, a maintenant sa réserve d'« astuces » pour se faire accepter dans les entreprises où il intervient : « Je ramène du café du Cameroun, j'invite les collègues dans les restaurants africains. Et toujours je justifie de mes connaissances, je montre que je sais faire. » Georges n'a pas demandé la nationalité française. Trop souvent, on lui a fait comprendre qu'il n'était qu'en transit. « Combien de fois m'a-t-on dit : "Vous serez ministre quand vous rentrez chez vous" ? »

Sa femme, arrivée du Cameroun en 1995, en licence d'électronique à la faculté, le pousse d'ailleurs à rentrer au pays. « Elle souffre à l'université. Elle a encore un peu l'accent, et elle est plus noire de peau que moi », dit-il, montrant son avant-bras.

Pascale Krémer

RESTAURATION & SERVICES

ENTREPRISES-ADMINISTRATIONS, ÉDUCATION, SANTÉ, SÉNIORS, BASES-VIE, PRESTIGE.
CARTES & CHÈQUES DE SERVICES • TOURISME FLUVIAL & PORTUAIRE

Une croissance supérieure aux prévisions

Le Conseil d'Administration s'est réuni sous la présidence de Pierre BELLON pour arrêter les comptes de l'exercice 1998/1999, clos le 31 août 1999.

Résultats 1998/1999

Chiffre d'affaires	9 milliards d'euros	+ 44,2 %
dont : croissance interne hors Sodexo Marriott Services		5,4 %
croissance externe et variation Sodexo Marriott Services		37,5 %
Impact des taux de change		1,3 %
Résultat d'exploitation	458 millions d'euros	+ 53 %
Résultat consolidé net part du groupe récurrent	120 millions d'euros	+ 23 %
Résultat net par action récurrent	3,57 euros	+ 23 %
Résultat consolidé net part du groupe	132 millions d'euros	+ 37 %

Ces chiffres prennent en compte la consolidation de Sodexo Marriott Services (Etats-Unis, Canada) sur 12 mois et de Partena (Scandinavie) sur 8 mois.

Répartition du chiffre d'affaires par activité

- 1 - Restauration et Services : 94 %
- 2 - Gestion de Bases-Vie : 3 %
- 3 - Chèques et Cartes de Services : 2 %
- 4 - Tourisme Fluvial et Portuaire : 1 %

(1) Le chiffre d'affaires est de 140 millions d'euros. Le volume d'émission est de 3,4 milliards d'euros.

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

- 1 - France : 12 %
- 2 - Grande Bretagne et Irlande : 17 %
- 3 - Autres pays d'Europe : 17 %
- 4 - Amérique du Nord : 48 %
- 5 - Amérique Latine : 3 %
- 6 - Afrique, Asie, Océanie : 3 %

Objectifs pour l'exercice 1999/2000

Chiffre d'affaires consolidé	9,75 milliards d'euros	+ 8 %
Résultat d'exploitation		+ 15 %
Marge d'exploitation en progression de		5,1 % à 5,4 %
Résultat net récurrent part du Groupe		+ 20 %

N°1 Mondial de la Restauration et des Services, 270 000 collaborateurs dans 60 pays, 21 000 sites

Soit faire un monde de différences

Dividende

Le dividende net par action, qui sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 février 2000, est de 1,78 euro, en progression de 33 %. Le dividende global, y compris l'avoir fiscal de 0,89 euro, s'élève à 2,67 euros.

Poursuite du développement

Au cours de l'exercice, Sodexo Marriott Services a poursuivi l'intégration de Marriott Management Services et de Sodexo North America. La nomination de Michel Landel comme Chief Executive Officer et Administrateur de Sodexo Marriott Services, a permis la mise en œuvre d'une stratégie destinée à conforter la position de leader de la Société.

Cette stratégie se concrétise par :

- L'identification des segments de marché les plus porteurs.
- La mise en place d'une organisation plus proche du terrain.
- Une optimisation des coûts grâce aux synergies.
- La rationalisation des systèmes d'information en vue de leur renouvellement.

Parmi les nouveaux clients qui nous ont fait confiance :

Restauration et Services

- Mars - 10 sites - 5 000 personnes en Grande-Bretagne
- France Télécom - 85 restaurants - 35 000 salariés potentiels
- Axa - Contrat de gestion de l'ensemble du parc immobilier en France (2,4 millions de m²) et de restauration à Melbourne - 1 200 personnes
- Philips - 7 sites dans différentes villes du Brésil - 8 700 personnes - Bogota - 400 personnes - Suzhou (Chine) - Multiservice
- Pfizer - New-York, NY - 2 400 personnes
- Auburn University - Auburn, AL - 22 000 étudiants

Chèques et Cartes de Services

- Price Waterhouse Coopers - 2 000 utilisateurs
- et Philips - 4 000 utilisateurs à São Paulo

92 % des enfants nés hors mariage sont reconnus par leur père, selon l'INED

Ces naissances, jadis stigmatisées, interviennent désormais dans des couples « stables et cohabitants »

Dans une étude rendue publique mercredi 15 décembre, l'Institut national d'études démographiques (INED) constate que les enfants nés

hors mariage - 40 % des naissances, soit 300 000 enfants par an - sont de plus en plus souvent reconnus par leur père. Ce qui prouve,

selon l'INED, que ces naissances interviennent désormais le plus souvent dans des couples « stables et cohabitants ».

EN TRENTE ANS, les naissances hors mariage ont sextuplé. Quel est le devenir juridique de cette cohorte grandissante d'enfants naturels ? Ils sont plus souvent reconnus par leur père que par le passé, mais moins souvent légitimés par un mariage de leurs parents, répond l'Institut national d'études démographiques (INED), dans une étude rendue publique mercredi 15 décembre et fondée sur l'examen des registres d'état civil d'une centaine de mairies.

Naître hors mariage, qui était « un événement contraire aux normes sociales », est « devenu un événement banal » ; il concerne 40 % des naissances et 300 000 enfants chaque année, assurent les auteurs de l'étude, France Prioux et Francisco Munoz-Perez. Il y a trente ans, les naissances hors mariage (50 000 environ) ne représentaient que 6 % des naissances. La quasi-totalité (92 %) des enfants naturels nés en 1994 ont été reconnus par leur père, contre 76 % des enfants nés en 1965. Plus systématique, effectuée conjointement avec la mère dans l'immense majorité

des cas, cette reconnaissance est aussi plus précoce : 37 % des enfants nés en 1994 ont été reconnus par leur père avant leur naissance, tandis que cette pratique était quasi inexistante trente ans auparavant. Du fait du développement des reconnaissances paternelles, la plupart des enfants naturels (80 % des enfants à la fin de leur premier mois) portent aujourd'hui le nom de leur père.

Aussi ces enfants se trouvent-ils le plus souvent, dès leur naissance, dotés d'une double filiation, paternelle et maternelle, à l'instar des enfants nés dans le mariage. « Ce qui

confirme que les naissances surviennent désormais le plus souvent dans des couples stables et cohabitants », note l'INED. Seulement 5 % des pères ayant reconnu leur enfant avant un mois ne cohabitent pas avec la mère de l'enfant, contre 20 % dans les années 60. Sous l'effet de l'accroissement considérable des naissances hors mariage, le nombre global d'enfants naturels non reconnus par leur père augmente pourtant, pour atteindre 20 000 par année de naissance. Ce sont les enfants de mères jeunes ou sans profession qui demeurent le plus fréquemment sans filiation paternelle.

Les concubins ressentent de moins en moins la nécessité de « régulariser » leur situation une fois l'enfant paru. La loi du 3 janvier 1972 a, il est vrai, établi une quasi-égalité juridique entre les enfants nés hors mariage et reconnus, d'une part, et les enfants légitimes, d'autre part.

La légitimation « faite immédiatement après la reconnaissance, forme fréquente de mariage-réparation dans les années 60-70, a pratiquement disparu de nos jours avec la raréfaction des naissances non désirées », ajoute l'INED. En 1965, 54 % des enfants nés hors mariage étaient finalement légitimés, contre 41 % aujourd'hui. Nous assistons, constate l'étude, à une « hausse considérable des enfants dont les parents ne se marieront pas : de moins de 25 000 parmi ceux nés en 1965 à 150 000 dans la génération 1994 ». Ces légitimations sont également plus tardives que par le passé : en moyenne, les enfants ont un peu plus de trois ans quand leurs parents se décident à passer devant le maire, contre deux ans en 1965.

Pascale Krémer

Filiation et patronyme

● **Filiation** : à la différence de l'enfant né d'un couple marié, dont la filiation est établie automatiquement dès la déclaration de sa naissance, la filiation de l'enfant naturel doit être établie, pour chacun des parents, par une reconnaissance. Celle-ci peut-être effectuée en même temps que la déclaration de

naissance ou par acte séparé, avant ou après la naissance.

● **Patronyme** : le nom de l'enfant naturel est déterminé par l'ordre des reconnaissances du père et de la mère. En cas de reconnaissance conjointe, l'enfant porte le nom du père. Un enfant portant le nom de la mère se verra attribuer celui du père si ses parents font une déclaration conjointe devant le juge, ou s'ils le légitiment en se mariant.

Premier bilan de la loi Chevènement remis au Parlement

La population étrangère en France reste stable

LE PREMIER BILAN officiel de l'application de la loi Chevènement sur l'immigration de 1998 vient d'être publié. Il est contenu dans le rapport intitulé « Les titres de séjour des étrangers en France en 1998 », qu'a remis le ministère de l'intérieur au Parlement, mardi 14 décembre, conformément à une disposition nouvelle de la loi. Pendant le second semestre de 1998, 29 000 titres de séjour ont été délivrés sur la base des nouvelles dispositions législatives. Les principaux bénéficiaires ont été les étrangers ayant pu établir la « stabilité des liens familiaux sur le sol français », titulaires d'une carte « vie privée et familiale » (54 %), les conjoints de Français (20 %), les étrangers entrés avant l'âge de dix ans (6 %) et ceux résidant habituellement en France depuis plus de dix ans (6 %). Les premières tendances pour 1999, arrêtées au 15 juin, confirment cette répartition pour les 66 000 titres accordés pendant cette période. Sur l'ensemble de l'année 1998, seuls 8 000 étrangers ont bénéficié d'un titre de séjour en tant qu'« actif salarié » ; ils étaient à 99,8 % originaires d'un pays de l'Union européenne. Enfin, un premier bilan des demandes d'asile territorial, possibilité ouverte par la loi Chevènement pour les personnes « dont la vie ou la liberté est menacée en cas de retour au pays », fait apparaître que ce statut n'est accordé qu'au compte-gouttes. Sur les 224 demandes enregistrées au 31 décembre 1998, seules 8 avaient reçu un avis favorable.

Au total, plus de 502 000 titres de séjour ont été délivrés par les préfetures à des étrangers en 1998. La population adulte étrangère présente régulièrement sur le territoire s'élève à près de 3 243 000 personnes. Ce calcul livré par la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) n'intègre pas les autorisations provisoires de séjour (quelque 30 000), ni, surtout, les étrangers détenteurs d'un récépissé de demande de titre de séjour, qui sont au nombre de 265 000. En 1998, 155 002 premiers titres de sé-

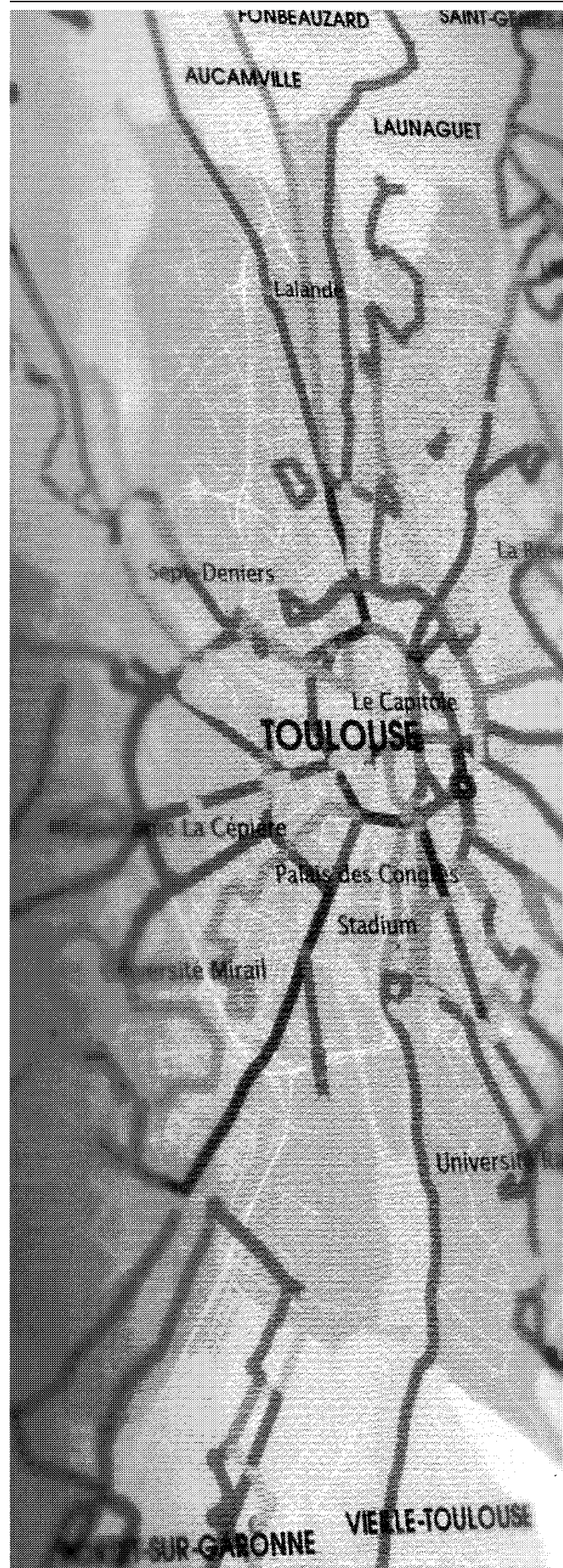
jour ont été délivrés par les préfetures, contre un peu plus de 158 000 en 1997 ; ces deux chiffres globaux demeurent « très supérieurs » à ceux de 1996 (130 000), évolution qui reflète, selon le ministère, « l'impact de l'opération de régularisation et de la nouvelle législation ».

Selon le rapport, la population étrangère en situation légale en France reste relativement stable depuis quinze ans. Après avoir connu une hausse en 1989 et 1990, liée au développement de l'immigration familiale et à l'accroissement des demandes d'asile, puis une baisse entre 1991 et 1994, cette population voit ses effectifs progresser régulièrement depuis 1995. Sa répartition géographique fait apparaître une surreprésentation de l'Île-de-France (41 % de la population étrangère y réside), suivie des régions Rhône-Alpes (11 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (9 %).

HUIT NATIONALITÉS DOMINANTES

Sur les 160 nationalités représentées sur le territoire national, 38 % sont issus d'un pays de l'Union européenne, 36 % d'un pays du Maghreb, 6 % d'un pays africain anciennement sous administration française et 7 % d'un pays asiatique. Le rapport souligne que, depuis dix-huit ans, huit nationalités représentent les trois quarts des étrangers installés en France : les Portugais (580 000), en baisse depuis 1995, les Algériens (540 000), dont le nombre a fléchi en 1998 après une progression continue pendant cinq ans, les Marocains (458 000), en stagnation, les Italiens (212 000) et les Espagnols (175 000), en baisse relative, les Turcs (169 000), en hausse sensible et continue, les Tunisiens (160 000), qui demeurent stables, et les Allemands (73 000), en progression régulière. Certaines communautés étrangères ont connu une progression récente : il s'agit en particulier des ressortissants des Comores, du Congo, de la Guinée, du Mali, mais aussi de Chine et des Philippines.

Sylvia Zappi



GRANDE PREMIÈRE
DANS L'AFFICHAGE TRANSPORT

AVEC
METROBUS,
JOUEZ
LA CARTE
GAGNANTE.

METROBUS présente,
en exclusivité, son nouveau
système GEOMARKETING,
en complément de ses études
d'audience ou d'impact.

Grâce à ce système, les
annonceurs et leurs conseils
vont disposer, pour la
première fois, d'une
cartographie des réseaux
métro et bus intégrant la
mesure de la pression
publicitaire. Cet outil est
enrichi des données
socio-démographiques et
de consommation tout
en permettant la localisation
d'enseignes et de pôles
remarquables.

Désormais,
l'utilisation du média
Transport va pouvoir se faire
à "villes ouvertes".

METROBUS

LA PREMIÈRE RÉGIE PUBLICITAIRE TRANSPORT.

Tél : 01.49.10.52.52

Le réexamen des lois de bioéthique prévu en 2000 au Parlement

LE RÉEXAMEN DES LOIS DE BIOÉTHIQUE de 1994, qui devait initialement faire l'objet d'un débat au Parlement en 1999, est depuis quelques jours entré dans sa phase de discussion interministérielle. Dans l'entourage du premier ministre, on affirme mettre tout en œuvre pour qu'un texte soit inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée en 2000. Ce réexamen conditionne la ratification par la France de la convention du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme et la bio-médecine. Fin novembre, Jacques Chirac avait exprimé le souhait que le Parlement soit saisi de cette question le plus rapidement possible.

Les « anti-Allègre » tentent de se remobiliser

UNE CINQUANTAINE D'ENSEIGNANTS du Collectif pour la démission d'Allègre et de la Coordination du Nord-parisien, se sont rassemblés, mercredi 15 décembre à Paris, aux abords de l'hôtel Matignon puis du ministère de l'éducation nationale. Au moment où s'engagent des négociations entre le ministère et les syndicats sur le métier d'enseignant, les manifestants entendaient protester contre la « mise en place du lycée light », qui aboutit « au renoncement aux exigences et à la destruction du statut des professeurs ». Plusieurs pétitions circulent à leur initiative sur les mathématiques, l'évaluation en français, la philosophie. Les enseignants de mathématiques promettent de « boycotter les nouveaux programmes » et de ne pas acheter les manuels.

DÉPÊCHES

■ **ACCIDENT** : un hélicoptère qui assurait le ravitaillement des employés de l'observatoire radioastronomique du pic de Bure, sur le plateau d'Aurouze (Hautes-Alpes), s'est écrasé, mercredi 15 décembre, vers 17 h, avec cinq personnes à bord. Il y a cinq mois, la benne du téléphérique desservant l'observatoire s'était écrasée, causant la mort de 20 personnes. L'un des passagers a donné l'alerte avec son téléphone portable. Jeudi matin, les recherches se poursuivaient pour retrouver l'appareil, qui n'avait pas été localisé.

■ **ÉDUCATION** : le prix *Le Monde* de la recherche universitaire, créé par *Le Monde de l'éducation*, a été remis, lundi 13 décembre, à cinq jeunes docteurs : Olivier Brossard et Stéphane Cartier, de l'université Paris-X, Pierre Burlaud, de l'université Paris-VIII, Christine Geoffroy, de l'université de technologie de Compiègne, et Martine Massin, de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Les thèses primées sont publiées aux éditions Grasset. Les 25 autres travaux présélectionnés seront publiés en ligne à l'adresse suivante : 00 h 00. com.

Heureux comme Dieu en Alsace

Strasbourg se jumelle à Bethléem le temps de Noël. Un programme unique en France, destiné à lancer le Jubilé de l'an 2000, souligne l'exception alsacienne. Le fort pourcentage de croyants s'explique par le régime concordataire. Mais son extension à l'islam n'est pas pour demain

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Heureux comme Dieu en Alsace. Elle était déjà capitale de l'Europe, voici Strasbourg, le temps d'une fête, « capitale de Noël ». Jumelage avec la ville palestinienne de Bethléem, où serait né le Christ il y a deux mille ans ; expositions et veillées musicales ; conférences avec Elias Chacour, prêtre melkite de Galilée, militant de la paix entre ses « frères de sang » arabes et israéliens, avec Jacques Delors et Mgr Karl Lehman, président allemand de la Conférence des évêques : soit un programme unique en France pour lancer le Jubilé de l'an 2000, avec le concours des Eglises et la bénédiction de la municipalité socialiste.

Une région bénie des dieux ? Quelle autre pourrait réunir un tel pourcentage de croyants, toutes confessions confondues ? Selon une enquête récente des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 10 % seulement des Alsaciens s'affirment « sans religion ». Cette exception française tient largement au régime de cultes reconnus, qui date du concordat de Napoléon pour les catholiques (aujourd'hui 1 300 000), des lois orga-

niques postérieures pour les luthériens (300 000), les réformés (25 000) et les juifs (20 000). Archaïsme et bizarrerie pour les laïques, ce système concordataire est, pour les autres, un « modèle » qui rapproche l'Alsace des autres pays européens et pourrait ouvrir la voie à cette reconnaissance de l'islam que poursuivent les gouvernements et la partie éclairée de la communauté musulmane.

RÔLE PUBLIC DES RELIGIONS

Archevêque de Strasbourg, Mgr Joseph Doré a été nommé en 1997 par le pape... et par le président de la République. La tutelle de l'Etat, prévue dans le concordat applicable aux deux départements d'Alsace et à la Moselle, s'exerce sur tous les ministres des cultes, dont elle approuve la nomination et qu'elle finance. Le traitement d'un curé, d'un pasteur ou d'un rabbin varie de 6 500 à 12 000 francs par mois. Les élus locaux sont tenus d'entretenir les lieux de culte, mais aussi de bonnes relations avec les autorités religieuses. Et Roland Ries, maire socialiste de Strasbourg, peut affirmer que « les républicains ont intérêt à ce que tous les

cultes aient droit de cité dans la vie locale, y compris les musulmans ».

Après les graves incidents de la nuit de la Saint-Sylvestre en 1997, le maire a pris l'initiative de réunir régulièrement les responsables religieux. De même, ces derniers ont-ils adopté à plusieurs reprises des positions communes sur la vie de la région et se sont-ils engagés ensemble en faveur de la construction d'une mosquée, sans se prononcer sur la polémique entraînée par ce projet (*lire ci-dessous*). Les mêmes se sont inquiétés de la montée du vote FN dans la région lors des élections de 1995 et 1997.

Quand René Gutman, grand rabbin de Strasbourg, reçoit la légion d'honneur du préfet de région, tous les députés et sénateurs sont là. Le jour de Roch Hachana, le Nouvel An juif, le maire est également présent dans la synagogue et personne ne s'en étonne. De même, lorsque l'archevêque de Strasbourg visite une congrégation religieuse, il n'est pas rare qu'il y croise le préfet de région et le gouverneur militaire. Marc Lienhard, président de l'Eglise (luthérienne) de la confession d'Augsbourg (ECAAL) – la plus importante dénomination protes-

tante – et Antoine Pfeiffer, président de l'Eglise réformée d'Alsace (ERAL), peuvent dire que « les Eglises font partie du paysage ». Ajoutant qu'elle ne sont pas « la doublure religieuse de la préfecture ! »

Ce n'est pas le goût des honneurs qui a attiré Mgr Joseph Doré dans cette région, où le pape comme traditionnellement un Alsacien et où rien ne prédestinait ce Nantais, ancien doyen de la faculté de théologie de Paris. Ni même un patrimoine culturel et spirituel sans comparaison en « vieille France », attesté par la présence de 800 chœurs sacrés ! Il y découvre et apprécie surtout une possibilité unique donnée aux responsables religieux de rencontrer les autorités civiles dans le respect des spécificités de chacun. S'il se garde d'affirmer que ce modèle est exemplaire, le concordat est pour lui un « paradigme » pour l'avenir des relations entre l'Eglise et l'Etat, sur la base d'une « collaboration pragmatique », du pluralisme religieux et d'une plus franche reconnaissance du rôle public des religions. Mais l'Alsace n'ignore pas les difficultés d'une société aussi « sécularisée »

qu'ailleurs. La collaboration entre les Eglises, entre celles-ci et le judaïsme est très poussée. Le grand rabbin Gutman n'a-t-il pas assisté en juillet 1998, dans la cathédrale de Strasbourg, aux obsèques de Mgr Léon-Arthur Elchinger, ancien archevêque ? Mais l'enseignement des religions dans les établissements scolaires, l'animation des aumôneries de lycées, de prisons et d'hôpitaux ne vont plus de soi. Des interrogations touchent à la prise en charge des intervenants dans les écoles – il n'existe pas de Capes extérieur ou d'agrégation de religions –, mais aussi à l'intérêt des élèves. Si, dans le primaire, ceux-ci sont assidus, ils ne sont plus que 30 à 40 % à suivre les cours de religion dans le secondaire et 10 % au lycée.

Les ministres du culte se défendent d'être des fonctionnaires. Les protestants en particulier réorientent leur action. Le nombre des pasteurs répond aux besoins et leurs paroisses sont plutôt bien gérées. Mais, ajoutent MM. Lienhard et Pfeiffer, les Eglises n'ont pas seulement pour tâche de desservir des fidèles. Elles doivent être davantage intégrées au service public de l'éducation, s'implanter dans les ban-

lieues, devenir des lieux où se disent « des paroles capables d'aider la société à être plus humaine et plus responsable ». Autrement dit, le système concordataire a bien des pesanteurs et d'autres modes de présence religieuse dans la société doivent être inventés.

Personne n'imagine pourtant la remise en cause d'un système de cultes reconnus qui fait bien des envieux. Postérieures au concordat napoléonien, les religions non reconnues (bouddhistes, musulmans et autres groupes minoritaires, dont quelques sectes) se plaignent d'une situation d'inégalité devant la loi. La communauté musulmane en particulier réclame des lieux de prière, des aumôneries, des imams formés et financés à l'égal des rabbins, pasteurs et curés. « Il faudrait une grande loi de reconnaissance, dit Francis Messner, juriste au CNRS, mais le risque serait de déstabiliser tout l'équilibre législatif français sur les cultes, bâti après des décennies de méfiance et de rivalité. » Autrement dit, l'extension du concordat à l'islam n'est pas pour demain.

Henri Tincq

Mosquée de Strasbourg : le dossier s'enlise

STRASBOURG

de notre correspondant

Le dossier de la mosquée de Strasbourg aboutira-t-il avant les municipales de 2001 ? Après un vote de principe au printemps 1999, les conflits entre les communautés musulmanes locales compliquent la tâche de la mairie. Pourtant, Roland Ries n'en démord pas : « L'islam doit avoir pignon sur rue à Strasbourg. » Le maire (PS) de la ville veut sortir le culte musulman « des caves et des entrepôts » et, au nom de la liberté d'exercer dignement sa religion, lui permettre d'être pratiqué dans ses murs. Il défend le principe d'une « mosquée centrale » pour affirmer la visibilité de l'islam dans une agglomération qui compterait plus de 40 000 musulmans.

Cette volonté est devenue, en avril, une délibération du conseil municipal. Avec les voix du PS et des Verts, contre celles du FN et du MNR, mais sans l'appui de l'opposition UDF-RPR qui n'a pas voulu participer au vote, la ville s'est engagée, dès qu'un projet sérieux de la communauté musulmane lui serait soumis, à lui offrir le terrain et à financer 10 % de la construction. C'était loger l'islam à la même enseigne que les quatre cultes « reconnus » d'Alsace-Moselle.

DEUX PROJETS CONCURRENTS

Mais deux projets concurrents sont en lice. Celui défendu par Abdellah Boussouf, recteur marocain de l'actuelle mosquée de l'impasse du Mai, au nom de la coordination des associations musulmanes de Strasbourg, est le plus ancien et réunit la majorité des lieux de culte de quartiers. Mais celui porté par le professeur Ali Bouamama, universitaire d'origine algérienne, l'« Institut musulman d'Europe », a su aussi trouver des appuis, notamment dans les associations de Français musulmans et auprès de la forte communauté turque. Si le premier insiste sur les aspects culturels, le second privilégie la composante culturelle au nom de l'intégration. Chacun a ses relais au sein même de l'équipe municipale.

M. Ries espérait-il que la délibération d'avril ferait taire les dissensions ? Sept mois plus tard, la situation n'a guère évolué. L'idée d'une association unique, coiffant les deux équipes, n'a pas abouti malgré la formule originale suggérée par le maire : un conseil d'administration de douze membres, où chaque équipe enverrait quatre représentants, tandis que la mairie elle-même choisirait quatre musulmans « œcuméniques » pour éviter tout blocage.

Faudra-t-il plutôt trancher dans

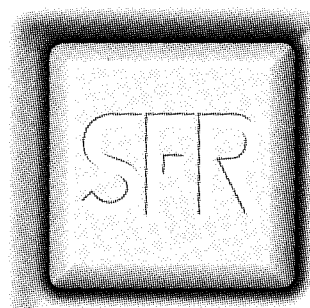
le vif, choisir une équipe au détriment de l'autre ? La mairie s'y refuse pour l'instant. Elle a pris conscience de l'extrême difficulté de mesurer l'exacte représentativité des uns et des autres et ne veut pas prendre le risque de choisir « ses » musulmans. M. Boussouf a présenté, début décembre, le dossier préparé par sa coordination et travaillé avec des experts. Il convoite un terrain municipal au Heyritz, au sud du centre-ville, tout près des administrations de la communauté urbaine, qui a l'avantage d'être proche d'un nœud d'autoroutes et de ne pas avoir de riverains immédiats. La mosquée qu'il souhaite, avec les espaces sacrés, mais aussi des lieux d'enseignement religieux, d'exposition, de spectacles et de débats, coûterait 103 millions de francs. Il assure pouvoir trouver cette somme, grâce notamment à la vente de l'actuelle petite mosquée, installée dans une ancienne fabrique de foie gras, grâce à un emprunt et à la solidarité de l'islam international.

COMME L'IMA À PARIS

Le professeur Bouamama joue plutôt la discrétion. L'Institut musulman d'Europe, pour lequel il avait espéré un temps un terrain proche des institutions européennes, voudrait être à la fois un lieu de culte et un espace de présentation moderne des cultures musulmanes, à l'image de l'Institut du monde arabe à Paris. Ses contacts dans les milieux d'affaires français musulmans lui assureraient, dit-on, une meilleure assise financière.

A quinze mois des municipales, le projet de mosquée centrale semble donc enlisé. Pour ceux qui veulent « inviter l'islam à la table de la République », comme le disait à Strasbourg Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur chargé des cultes, après l'ordination de Mgr Doré en novembre 1997, la situation est d'autant plus irritante que les deux grandes villes d'Alsace ont pris une longueur d'avance. A Mulhouse, l'équipe de Jean-Marie Bockel (PS) louera pour 99 ans à l'association Foi et pratique un terrain de quarante ares dans le quartier de Bourtzwiller pour y construire une mosquée pouvant accueillir 300 personnes. A Colmar, l'association islamique a affiché le permis de construire de la mosquée El Amel, qui devrait pouvoir contenir mille personnes. Mais là, l'équipe du maire Gilbert Meyer (RPR) a refusé l'espace culturel qui devait comprendre une bibliothèque et un lieu de rencontre pour les jeunes.

Jacques Fortier



HORIZONS

REPORTAGE

C'EST là, entre les collines de Saint-Cyr et les hauteurs de Moussan, dans un entrelacs de rus et de talus, de rivières et de digues, de biefs et d'écluses, que tout se noue – et se dénoue – depuis la nuit des temps. Là que, entre la volonté des hommes et les humeurs de la nature, entre la terre et l'eau, la partie se joue, inégale et toujours recommencée. Là que l'Aude, fleuve cathare, trop lourd de limons amassés, perd la boule et renâcle à mourir, tranquillement, dans un lit bien bordé. Là, à Sallèles-d'Aude, 1 850 âmes, 1 200 hectares, village de potiers romains, bourg de vignerons languedociens, qu'une fois encore le drame s'est dessiné, avant même que le jour se lève, le 13 novembre.

Un mois plus tard, rien n'est effacé. Ni la trace de l'eau, cicatrice rectiligne qui affleure aux greniers du vieux quartier, ni celle de la peur, qui hante les nuits de cauchemars diluviens. Mais Sallèles vit, respire. Et partout récuré, comme tous ses voisins. Si les jardins, du côté de la plaine des Crouzettes, voient encore fleurir chaises, bâches et planche de surf au faite d'arbres à demi couchés par la force des flots, au-delà, dans les venelles qui enserrant l'église, au plus bas du village, on nettoie sans relâche, on désinfecte, on aère. Jour après jour, rue de l'Avenir, place de la Paix, rue des Horts, rue du Portail-Notre-Dame ou, plus loin, aux abords d'un château évanoui, on voit encore les intérieurs d'hier s'étaler sur le trottoir. Objets familiers, sédiments d'une vie, arrachés aux murs de la chambre ou aux recoins du salon, matelas et canapés, commodes et bibelots, livres et cuisinières, attendent la benne comme autant de souvenirs promis à la décharge.

Cà et là, cependant, portes et volets restent obstinément clos sur une nuit de déluge. Quelques vieux, pourtant pas nés de la dernière crue, sont cette fois partis sans bagages ni désir de retour. Ailleurs, on se refait une vie, dans le bric-à-brac d'un provisoire qu'on ne veut pas voir durer. Les assureurs sont passés, multipliant des inventaires bien ordinaires, accordant quelques acomptes et demandant un peu de patience. Alors on attend, avec plus d'inquiétude que de grogne. Ici, c'est une petite dame qui vient voir M. le maire parce que, dans le logement que lui loue la commune, « la moisissure résiste à l'eau de javel et aux courants d'air »; là, un bricoleur patenté qui s'acharne à remettre en marche le motoculteur englouti deux nuits et un jour sous 3 mètres d'eau.

Ce mois tout entier pour sortir de la boue n'a pas paru si long. Et, paradoxe commun, c'est maintenant, même si nul ne le dit trop fort, que l'épreuve devient plus rude. Hier, l'urgence emportait tout et, avec elle, la solidarité rassemblait les énergies et réchauffait les cœurs. Foi de Salléolois, on n'oubliera pas de sitôt l'in-

On voit encore les intérieurs d'hier s'étaler sur le trottoir. Objets familiers, sédiments d'une vie, arrachés aux murs de la chambre ou aux recoins du salon, attendent la benne comme autant de souvenirs promis à la décharge

crovable fraternité des lendemains de crue. Ces gens, venus de partout et d'on ne sait où, pour laver, vider, balayer, déménager et entretenir le moral. Ces légionnaires armés de balais-brosses, ces employés communaux de Limoges qui ont fait merveille. Ces déjeuners et dîners quotidiens au foyer Gérard-Philippe, ces coups de main spontanés, ces entraides anonymes. Trois cent soixante-dix-huit foyers, plus d'un sur deux dans la commune, ont été inscrits sur les registres du sinistre et aidés dans tous les domaines.

Mais les jours, les semaines ont passé. On ne casse plus la croûte dans la grande salle commune et les lots de vêtements en surplus sont déjà rangés au vestiaire du « comité d'action sociale » ou partis chez Emmaüs. Les infir-



Claude Maraval, le maire de Sallèles-d'Aude.

Lendemain de crues à Sallèles

mières de l'aide psychologique sont reparties à Narbonne et chacun ou presque est rentré chez soi. Ça sent encore l'humidité, mais l'aide distribuée par les organisations caritatives, en liaison avec l'association des sinistrés, vite mise en place, a permis d'acheter la cuisinière, le frigo et le chauffage électrique indispensables. Alors, même si, comme dit le dernier bulletin municipal, « ceux qui ne se parlaient plus ont repris des contacts, ceux qui s'ignoraient sont parvenus à s'apprécier », les surlendemain de crue ne sont pas des plus roses à Sallèles-d'Aude.

LES deux boulangers n'ont pas encore retrouvé le pétrin, l'épicerie refait ses rayons et, au milieu du village, le monsieur de la station-service, belle stature et verbe haut, enrage de ne rien voir venir : « L'eau a totalement englouti les pompes. Du jamais vu ! Côté assurance, je sais que je serai indemnisé à hauteur de mon contrat, mais pour le reste... J'ai rempli mon dossier pour les

syndicat devraient permettre de remettre en état tout ce qui peut l'être avant la taille.

L'urgence passée, l'heure est bien aux comptes. Et parfois aux règlements de comptes. La concorde des jours de peine ne paraît plus de mise pour tout le monde. En témoigne ce petit modèle de « Lettre au procureur de la République », anonymement glissée dans quelques boîtes aux lettres du village : « Suite aux crues dévastatrices des 12 et 13 novembre, nous avons eu de gros dégâts dans notre maison, mais nous sommes également très touchés moralement. (...) Nous pensons qu'à l'échelon communal, il n'a pas été pris les mesures nécessaires, minimales, pour avertir la population et donc en minimiser les conséquences. (...) Certes, une alerte n'aurait pas réglé le problème des inondations, mais nous n'aurions pas subi ce traumatisme. Nous déposons donc une plainte pour non-assistance à personne en danger... »

« Pitoyable », ponctuent en chœur les responsables de l'association des sinistrés, qui « ont bien leur idée sur d'où vient ce poulet », mais se refusent à « entrer dans le jeu ». Dans le capharnaüm de son bureau, où ronronne encore un déshumidificateur, Claude Maraval, maire de Sallèles-d'Aude, n'évoque l'affaire que d'un haussement d'épaules. Mais il a réuni les adjoints, les employés municipaux et demandé à chacun de consigner par écrit tout ce qui fut entrepris, cette nuit-là, pour conjurer le pire. Au cas où, et sans trop d'inquiétude.

Enfant de Sallèles, où son père fut maire avant-guerre, il s'est retrouvé dans ce fauteuil « un peu par hasard », raconte-t-il. A la faveur, en fait, de démêlés un brin obscurs au sein de la section PS locale. « Une succession mal assurée », dit aujourd'hui, pudiquement, un de ses militants. Elu en 1989, en compagnie de quelques dissidents du vieux socialisme des campagnes audoises, il l'est de nouveau six ans plus tard, contre ces derniers qui ont, entre-temps, rejoint le giron du parti. Les querelles, d'évidence, ont laissé quelques traces. Mais Claude Maraval, qui ne se connaît plus d'autre programme que « la passion pour Sallèles », intérêts communaux bien compris, ne semble guère en avoir cure.

Pas très grand, cheveux gris

Un mois après les inondations dévastatrices de l'Aude, le petit village de Sallèles n'en finit pas de panser ses plaies. Le maire défend une idée qui fait son chemin : ériger les digues au lieu de les redresser, puisque l'eau les emportera

bien peignés et moustache, lunettes accrochées autour du cou, M. le maire est resté l'instituteur, puis le principal, qu'il fut avant de prendre sa retraite en rentrant au pays. Longtemps syndicaliste, dans les tendances les plus proches du PCF, il se félicite de « n'avoir jamais pris de carte en politique » et se contente désormais de se dire « libre et humaniste ». L'oreille rivée à ses ouailles, l'œil à l'intendance, il gouverne en maître d'école et le village ne paraît pas trop s'en plaindre.

Il n'a rien oublié, lui non plus, de cette nuit de déluge. Alerté, il le fut, bien sûr. A midi, puis vers 18 heures, la veille au soir. Mais comme pour n'importe quelle crue, et Dieu sait qu'ici elles font partie du paysage... Rien qui lui annonce les 4 000 mètres cubes par seconde qui allaient s'abattre bientôt sur la plaine ! Alors, il a pris les précautions d'usage, fait vérifier que les vannes du béal dérivé de la Cesse pour alimenter, autrefois, les trois moulins à soufre, à olive et à blé du village étaient bien fermées. Il a fait pomper en aval, du côté des jardins, et a organisé la veille. Mais, quand René, l'homme de la technique à la mairie, est venu dire que la digue des Crouzettes était submergée, il a compris que le vilain Narbonne à Bize-Minervois. Le résultat est là, que M. le maire pointe du doigt, un brin désabusé : un talus éventré, de part et d'autre du pont qui enjambe la route de Cuxac, des rails en torsade d'un côté, suspendus dans le vide de l'autre. De faux airs de train fantôme.

Un mois plus tard, il a enfin quitté ses bottes et remis sa cravate. Mais, visiblement satisfait du travail accompli aux heures les

13 novembre, se comptait en morts : cinq exactement, à Cuxac-d'Aude, 3 kilomètres en aval, quand la vague, trop longtemps retenue par les digues successives du canal et du chemin de fer, s'est soudain abattue sur le hameau des Garrigots.

1891, 1930, 1940 et maintenant 1999 : mêmes causes et mêmes effets, jurent les vieux de Sallèles, et aujourd'hui, avec eux, quelques hydrogéologues émérites venus conforter les idées, désormais bien arrêtées, du maire : plutôt que de les redresser, écrivons donc ces digues qui flanquent le canal et perchons la voie ferrée sur un viaduc. Mieux vaut que l'eau passe plutôt qu'elle ne déferle d'avoir été vainement retenue. Pas de quoi ravir les citoyens de Cuxac, assurés dès lors de prendre l'eau ? Leur maire, Jacques Lombard, n'est pourtant pas sourd aux arguments de son collègue de l'amont mais, s'empresse-t-il de préciser, « à condition qu'on ne nous prenne pas pour le champ d'épandage naturel des crues ». Il est vrai qu'à chaque inondation on a vite fait, chez ces voisins d'en-bas, de soupçonner les Salléolois de faire crever leurs digues, tel un château de sable à la plage, pour se retrouver un peu plus au sec. Ce fut le cas en 1930, secret si bien gardé que tout le monde le sait.

SALLÈLES, Cuxac, Courson... Il n'est pas un village, dans ces basses plaines où l'Aude divague et charrie ses limons, qui ne sache que la prévention suppose concertation. Pas un, non plus, qui ne déplore ses insuffisances. A Sallèles, sous les platanes centenaires du canal de jonction, deux cents camions par jour continuent de déverser la terre. Claude Maraval, en bon maître d'école, a pris sa plume et écrit, très respectueusement, à M. le préfet, puis aux ministres des transports et de l'environnement. Hier, en ouvrant *L'Indépendant*, il a lu la réponse du directeur régional des voies navigables de France, auquel il n'avait rien demandé : « Il n'y a pas d'étude fiable qui permette de dire que ces digues ne sont pas à la bonne cote. » Et Sallèles de regarder monter ses digues. Celles, gronde M. le maire, qu'une autre crue emportera.

Dominique Pouchin
Photo : Jean-Pierre Favreau pour « Le Monde »

Le résultat, au petit jour du

Avec deux permis, Elf ouvre les portes du Brésil à TotalFina

Les forages devraient commencer avant 2001

« **NOUS FAISONS** notre entrée au Brésil avec deux permis, l'un dans le bassin de Campos, une zone connue où nous espérons produire en 2004, l'autre dans le delta de l'Amazone, où les fonds réputés prometteurs ont été peu explorés. » Pour Michel Meyer, directeur chargé de l'Amérique latine chez Elf, c'est l'aboutissement de deux ans de négociations avec les autorités brésiliennes, qui en 1997 ont décidé d'ouvrir leur territoire aux compagnies étrangères.

Dans les eaux du bassin de Campos, à 150 kilomètres au large de Rio de Janeiro, Elf est opérateur, c'est-à-dire responsable du projet avec 35 % des parts, le reste étant réparti entre le brésilien Petrobras, le britannique Enterprise et l'anglo-néerlandais Shell. Deux puits seront forés en 2001 avec pour objectif de lancer la production trois ans plus tard. Si, dans ce bassin, des découvertes ont déjà été effectuées par d'autres compagnies, la situation est différente dans l'embouchure de l'Amazone, encore méconnue. Pour ce deuxième permis accordé en décembre, Elf est cette fois associé à 15 %, aux côtés de Petrobras et de l'américain Exxon Mobil, dans ce projet opéré par BP-Amoco.

GISEMENTS EN EAU PROFONDE

Fait nouveau : l'importance du domaine concédé et de ses réserves potentielles. Le bloc se trouve à 300 kilomètres de l'embouchure du fleuve, par des profondeurs d'eau allant de 100 à 2 000 mètres. Sa superficie de 25 000 km² est dix fois celle du permis accordé à Campos, et mille fois celle des concessions du golfe du

Mexique. L'ensemble des gisements sur ce domaine pourrait représenter 2 à 4 milliards de barils, soit quatre à cinq fois plus que les réservoirs géants en Afrique découverts en mer.

« C'est un pari risqué », reconnaît M. Meyer. Sur le plan géologique, la similitude est grande avec l'Angola. Avant la dérive des continents, les côtes d'Amérique latine et d'Afrique de l'Ouest étaient proches. Les explorateurs d'Elf entendent profiter de leur connaissance acquise dans le golfe de Guinée, où le groupe est un des principaux acteurs en eau profonde. Les premiers forages devront être effectués avant 2001 et, si les résultats sont encourageants, il faudra encore six ans pour extraire la première huile. Quant à la commercialisation, elle débiterait vers 2010.

Ces deux permis devaient marquer l'entrée d'Elf sur ce continent ; ils conforteront en fait la place de TotalFina, qui vient de racheter son concurrent. « Nous leur apportons une pièce manquante essentielle en Amérique latine », reconnaît M. Meyer. Cet exemple illustre l'intérêt de cette fusion pour TotalFina, qui n'attend plus que le feu vert des autorités européennes de la concurrence, à la mi-février. En plus de la complémentarité géographique du domaine minier, il permet à son nouveau propriétaire d'acquiescer la technologie de forage en eau profonde. Cette maîtrise est d'autant plus nécessaire que la plupart des grandes découvertes, au siècle prochain, devraient être réalisées en haute mer.

Dominique Gallois

France Télécom baisse ses tarifs pour Internet

JEUDI 16 DÉCEMBRE, l'Autorité de régulation des télécommunications devait rendre publics les tarifs d'interconnexion de France Télécom pour l'année 2000. Cette grille de prix reflète les conditions d'accès au réseau de France Télécom pour les opérateurs téléphoniques concurrents.

En moyenne, les tarifs devraient baisser d'un peu plus de 11 %. D'un côté, France Télécom accepte de baisser de près de 30 % les prix après 22 heures pour favoriser les internautes. De l'autre, il impose une taxe fixe appelée « charge d'établissement d'appel » renchérissant le coût des appels téléphoniques de courte durée.

La création d'Aventis est votée

RHÔNE-POULENC a réuni, mercredi 15 décembre à Paris, la dernière assemblée générale de son histoire, durant laquelle ses actionnaires ont voté à plus de 97 % la création d'Aventis, par fusion avec le groupe allemand Hoechst. Ils ont approuvé une augmentation de capital de 25,37 milliards d'euros pour rémunérer les titres de Hoechst apportés à l'offre publique d'échange. Lundi 20, le nouveau leader mondial des sciences de la vie sera coté en Bourse à Paris, Francfort et New York. Aventis devrait représenter près de 5 % dans le CAC 40 (le double de Rhône-Poulenc), ce qui en fera la quatrième capitalisation boursière à Paris.

Lors de l'assemblée, des dizaines de salariés ont protesté contre les suppressions d'emplois prévues dans le cadre de la fusion.

Le Web dope les ventes de la SNCF

LE TRAFIC voyageurs connaît une embellie au quatrième trimestre sur les grandes lignes de la SNCF, et devrait terminer l'année en hausse d'environ 3,5 %, a indiqué mercredi Guillaume Pépy, directeur général délégué clientèle. Cette croissance est supérieure à celle qui était escomptée dans les prévisions de budget 1999. De même, les prévisions de recettes ont été dépassées avec une hausse de 4,3 % sur onze mois.

Cette amélioration est attribuée à la baisse et à la simplification des tarifs. La vente directe de billets de train sur Internet avec paiement sécurisé par carte bancaire, ouverte en juin, y contribue également. La SNCF investira 20 millions de francs en 2000 pour améliorer ce service (www.sncf.fr), dont le chiffre d'affaires mensuel actuel est équivalent à celui d'une gare de la taille de Nantes, et qui est l'un des vingt premiers sites français.

La grève des aviateurs est reconduite

LA GRÈVE nationale des aviateurs a été reconduite pour la journée du jeudi 16 décembre dans les aéroports parisiens et les principaux aéroports de province, a annoncé l'intersyndicale CFDT-CGT-FOCGC. Un douzième aéroport, celui de Nantes, devait se joindre jeudi au mouvement. A Air France, un peu plus de 40 % des vols étaient annulés. Les aviateurs, salariés de compagnies pétrolières ou de groupements pétroliers, accusent leurs employeurs de « profiter de la déréglementation pour mettre en place des filiales dont les salariés dépendent de la convention collective aéroportuaire, et non plus de la convention collective du pétrole, plus avantageuse ». Le salaire de base d'un aviateur est de 8 900 francs sous la convention collective du pétrole, contre 6 500 à 7 000 francs sous l'autre convention.

DaimlerChrysler veut lier partenariat industriel et alliance capitalistique pour sa nouvelle Smart

PSA, Fiat et Honda sont sur les rangs pour développer un modèle à quatre places

DaimlerChrysler, actuellement en discussion pour construire une Smart à quatre places avec un autre constructeur, souhaite une alliance

pouvant aller jusqu'à une prise de participation. PSA Peugeot-Citroën est prêt à partager une plate-forme avec le groupe germano-américain,

mais refuse pour le moment toute alliance capitalistique. Le constructeur italien Fiat et le japonais Honda sont également sur les rangs.

LA SMART pourrait-elle constituer le cheval de Troie de DaimlerChrysler ? Le groupe automobile germano-américain, actuellement en quête d'un partenaire pour construire un nouveau modèle à quatre places de la petite voiture de ville, serait plus gourmand : il réclamerait aussi une participation dans le capital de son futur associé. Une source proche du dossier a affirmé, mercredi 15 décembre, que le PDG de DaimlerChrysler, Jürgen Schrempp, souhaitait « aller plus loin que le simple achat d'une plate-forme » et n'excluait pas « une prise de participation au capital ».

DaimlerChrysler est en discussion avec trois constructeurs : le français PSA Peugeot-Citroën, l'italien Fiat et le japonais Honda. Le groupe germano-américain devrait faire son choix, toujours d'après cette source, « d'ici mars 2000 pour que la Smart quatre places puisse être lancée en 2003 ». Il s'agirait de partager avec un autre constructeur des éléments communs, non visibles

pour le client, comme le châssis ou les composants mécaniques. Dans le cas de PSA, la future Smart pourrait ainsi partager la plate-forme des remplaçantes des Peugeot 106 et Citroën Saxo.

Les trois constructeurs ont un double intérêt pour DaimlerChrysler. D'une part, ils disposent dans leurs gammes d'une petite voiture, ce qui fait défaut à DaimlerChrysler, les volumes de la Smart restant pour le moment marginaux (80 000 exemplaires devraient être vendus cette année). D'autre part, ce sont trois célibataires, restés jusqu'à présent en marge des fusions, qui se sont multipliés dans le secteur ces derniers mois.

PROLONGATIONS

PSA, qui a confirmé les négociations avec DaimlerChrysler, tenait jusque-là la corde. Le Français est devenu champion du monde des accords ponctuels et voit d'un bon œil ce partage de plate-forme qui lui permettrait de baisser ses coûts en augmentant ses volumes de production. Un accord semblait

sur le point d'aboutir en septembre, à l'occasion du Salon de Francfort. DaimlerChrysler aurait-il modifié le contenu de sa demande en réclamant une participation au capital du futur élu ? Toujours est-il que les négociations se prolongent.

Sur les trois candidats, deux, Honda et PSA, sont opposés au principe même de toute alliance capitalistique.

Pourtant, le bimensuel américain *Automotive News*, dans son édition du 6 décembre, affirmait qu'il existait des dissensions au sein de la famille Peugeot, détentrice de 23 % du capital et de 37 % des droits de vote de PSA. Le journal indiquait que Robert Peugeot, responsable de l'innovation et de la qualité, et son père Bertrand Peugeot, n'étaient plus opposés à l'idée d'une éventuelle cession de leurs parts. D'autres membres de la famille, menés par Pierre Peugeot, président du conseil de surveillance de PSA, y restaient fermement hostiles. Un démenti a été publié, le 7 décembre, par la famille Peugeot, réaffirmant « leur

total soutien à la stratégie du groupe, fondée sur l'indépendance et la recherche de coopérations ponctuelles et non d'alliances capitalistiques ».

Fiat se montre plus ouvert. Umberto Agnelli, président de l'Ifil et administrateur délégué d'Ifil, les holdings qui détiennent 30 % de la firme de Turin, a déclaré récemment que « les actionnaires ne [constitueraient] pas un obstacle à la croissance de Fiat. Et, si nécessaire, ils seront disposés à réduire leur participation » dans le cadre d'une alliance.

DaimlerChrysler ne souhaite pas forcément prendre le contrôle de son futur associé dans la Smart. Le groupe semble, en tout cas, décidé à ne pas se contenter du simple partage d'une plate-forme : cette collaboration pourrait être remise en cause si son associé était racheté par un autre constructeur. En prenant une participation dans le capital de son partenaire, DaimlerChrysler serait sûr de verrouiller le projet industriel.

Stéphane Lauer

<p>ALCATEL</p> <p>Alcatel a décidé d'initier une OPE sur Genesys Telecommunications Laboratories, Inc. US\$1.500.000.000</p> <p><i>Le soussigné intervient comme conseil financier d'Alcatel dans cette opération</i></p> <p>JPMorgan En cours</p>	<p>Seita</p> <p>Seita et Tabacalera se sont rapprochés pour créer Altadis</p> <p><i>Le soussigné est intervenu comme conseil financier d'Altadis dans cette opération</i></p> <p>JPMorgan Décembre 1999</p>	<p>DEXIA</p> <p>Dexia</p> <p><i>Offre publique d'échange de Dexia Belgium sur Dexia France</i></p> <p><i>Le soussigné est intervenu comme conseil financier du groupe Dexia dans cette opération</i></p> <p>JPMorgan Novembre 1999</p>
<p>SUEZ LYONNAISE DES EAUX</p> <p>Suez Lyonnaise des Eaux avec l'assistance de sa filiale Degrémont a acquis Nalco Chemical Company US\$4.100.000.000</p> <p><i>Le soussigné est intervenu comme conseil financier de Suez Lyonnaise des Eaux dans cette opération</i></p> <p>JPMorgan Novembre 1999</p>	<p>ACCOR</p> <p>Accor S.A. a acquis Red Roof Inns, Inc. US\$1.100.000.000</p> <p><i>Le soussigné est intervenu comme conseiller financier exclusif d'Accor dans cette opération</i></p> <p>JPMorgan Août 1999</p>	<p>LLOYD CONTINENTAL</p> <p>Lloyd Continental a été acquis par Société suisse Swiss Life</p> <p><i>Le soussigné est intervenu comme conseiller financier exclusif des familles Vasporen et du Brule de Houveys dans cette transaction</i></p> <p>JPMorgan Juillet 1999</p>
<p>PETROFINA</p> <p>Petrofina SA a fusionné avec Total SA</p> <p><i>Le soussigné est intervenu comme conseil financier de Petrofina SA et a émis une attestation d'équité</i></p> <p>JPMorgan Juin 1999</p>	<p>PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE</p> <p>Pinault-Printemps-Redoute, S.A. a acquis 42% de Gucci Group NV US\$2.925.000.000</p> <p><i>Le soussigné est intervenu comme conseil financier de Pinault-Printemps-Redoute, S.A. dans cette opération</i></p> <p>JPMorgan Mai 1999</p>	<p>USFilter</p> <p>United States Filter Corporation a été acquise par Vivendi S.A. US\$7.800.000.000</p> <p><i>Le soussigné est intervenu comme conseil financier de US Filter dans cette opération</i></p> <p>JPMorgan Avril 1999</p>

J.P. Morgan – l'excellence dans l'exécution des opérations trans-frontières

JPMorgan

Ce document ne constitue ni une offre ni une proposition pour l'achat ou la vente d'instruments financiers, et il est publié à titre d'information uniquement. J.P. Morgan Securities Ltd., J.P. Morgan Securities Inc., Morgan Guaranty Trust Company of New York ou J.P. Morgan & Co S.A. ont agi en tant que conseil pour ces transactions. J.P. Morgan Securities Ltd., réglementée par la SFA, est membre du London Stock Exchange. J.P. Morgan Securities Inc. est membre de la SIPC. Morgan Guaranty Trust Company of New York est membre de la FDIC. ©1999 J.P. Morgan & Co. Incorporated. J.P. Morgan est l'appellation commerciale utilisée pour désigner J.P. Morgan & Co. Incorporated et ses filiales dans le monde.

VALEURS EUROPÉENNES

Après que l'américain Cisco eut annoncé que son chiffre d'affaires pourrait croître moins rapidement à l'avenir, les valeurs technologiques et de télécommunications ont terminé en baisse mercredi 15 décembre. Le finlandais Nokia a chuté de 6,29 % et son rival suédois Ericsson a abandonné 4,8 %.

chimiste ICI s'est adjugé 9,48 %, les sidérurgistes Corus et Thyssen-Krupp 7,27 % et 6,48 % respectivement, le groupe minier Rio Tinto 8,19 % et la firme d'ingénierie GKN 6,04 %.

Table of European stock values with columns for code, course, and % change. Includes sub-sections for Automobile and Banques.

Table of European stock values with columns for code, course, and % change. Includes sub-sections for Conglomerats and Télécommunications.

Table of European stock values with columns for code, course, and % change. Includes sub-sections for Produits de base and Consommation cyclique.

Table of European stock values with columns for code, course, and % change. Includes sub-sections for Services financiers and Assurance.

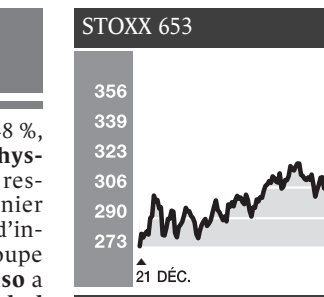


Table of stock values for various companies including KLM, Hilton Group, and Parnalat.

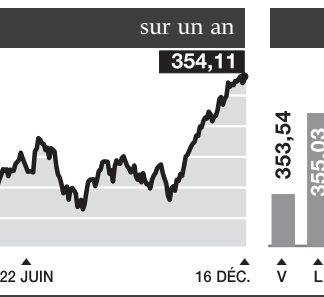


Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including AstraZeneca, Estrazepem, and Glaxo Wellcome.

Table of stock values for various companies including Abb, Abco, and Alstom.

Table of stock values for various companies including Akermaritime, Bg, and Bp Amoco.

Table of stock values for various companies including Ahold, Athens Medical, and Austria Tabak.

Table of stock values for various companies including Smedvig, Total Fina, and Mannesmann.

Table of stock values for various companies including Boots Co, Carrefour, and Casto Dubois.

Table of stock values for various companies including Acciona, Aktor Sa, and Asko.

Table of stock values for various companies including Aeronautics, Alcatel, and Alcatel Rm.

Table of stock values for various companies including Aegon, Acf, and Allianz.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

Table of stock values for various companies including Sampo, Swiss Re, and Scottish Power.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock values for various companies including Airspray, Antonov, and C/Tac.

Table of stock values for various companies including Envipco, Farmed, and Interoch.

Table of stock values for various companies including Imperial, Jeronimo, and Kesko.

Table of stock values for various companies including L'oreal, Modelo, and Morrison.

Table of stock values for various companies including Boots, Carrefour, and Casto Dubois.

Table of stock values for various companies including Acciona, Aktor Sa, and Asko.

Table of stock values for various companies including Aeronautics, Alcatel, and Alcatel Rm.

Table of stock values for various companies including Aegon, Acf, and Allianz.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

Table of stock values for various companies including Aem, Anglian Water, and British Energy.

www.lemonde.fr VOYAGES Réservez et achetez vos billets d'avion

★ CODES PAYS ZONE EURO FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

FINANCES ET MARCHÉS

I LE MONDE / VENDREDI 17 DÉCEMBRE 1999 / 25

VALEURS FRANÇAISES

● Le titre Société générale a débuté la séance du jeudi 16 décembre sur une hausse de 0,44 % après l'annonce d'une prise de participation de 3,8 % dans le capital du Crédit lyonnais...

Table of French stock market data with columns for company name, previous price, current price, and change. Includes BIC, BIS, B.N.P., BOLLORE, BONGRAIN, BOUYGUES, etc.

Table of international stock market data with columns for company name, previous price, current price, and change. Includes SOPHIA EX.SFI, SOPRA, SPIR COMMUNIC., etc.

RÈGLEMENT MENSUEL

Table of monthly settlement data for French stocks, including columns for company name, previous price, current price, and change.

SECONDE MARCHÉ

Table of secondary market data for French stocks, including columns for company name, previous price, current price, and change.

INTERNATIONAL

Table of international stock market data with columns for company name, previous price, current price, and change.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. Symbole = droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; ♦ cours précédent.

NOUVEAU MARCHÉ

Table of new market data for French stocks, including columns for company name, previous price, current price, and change.

SECONDE MARCHÉ

Table of secondary market data for French stocks, including columns for company name, previous price, current price, and change.

INTERNATIONAL

Table of international stock market data with columns for company name, previous price, current price, and change.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. Symbole = droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; ♦ cours précédent.

SICAV

FCP

Table of SICAV and FCP data with columns for name, previous price, current price, and change.

Table of French stock market data with columns for company name, previous price, current price, and change.

Table of French stock market data with columns for company name, previous price, current price, and change.

Table of French stock market data with columns for company name, previous price, current price, and change.

CDC Asset Management

Table of CDC Asset Management data with columns for name, previous price, current price, and change.

CREDIT AGRICOLE

Table of CREDIT AGRICOLE data with columns for name, previous price, current price, and change.

CIC BANQUES

Table of CIC BANQUES data with columns for name, previous price, current price, and change.

LEGAL & GENERAL BANK

Table of LEGAL & GENERAL BANK data with columns for name, previous price, current price, and change.

CAISSE D'ÉPARGNE

Table of CAISSE D'ÉPARGNE data with columns for name, previous price, current price, and change.

CREDIT LYONNAIS

Table of CREDIT LYONNAIS data with columns for name, previous price, current price, and change.

LA POSTE

Table of LA POSTE data with columns for name, previous price, current price, and change.

SG ASSET MANAGEMENT

Table of SG ASSET MANAGEMENT data with columns for name, previous price, current price, and change.

LEGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/99.

Juan Antonio Samaranch n'a pas réussi à amadouer le Congrès américain

Les élus ont demandé au président du Comité international olympique de démissionner

Entendu par la commission du commerce du Congrès américain, mercredi 15 décembre, à Washington, Juan Antonio Samaranch n'a pas

levé les doutes, un an après le scandale de Salt Lake City. Le président du Comité international olympique a été invité à démissionner au cours

d'une audition sans concession. Prié de s'expliquer sur un voyage de 12 000 dollars offert à son épouse, M. Samaranch est resté placide.

« **LE TEMPS** est venu d'injecter un sang nouveau et de passer le relais à un autre leader. Ce serait, pour vous, une belle façon de tirer votre révérence si vous annonciez aujourd'hui votre démission. » Les incantations de Joe Barton, représentant républicain du Texas, n'ont servi à rien. Un an, quasiment jour pour jour, après l'éclatement du scandale de Salt Lake City, Juan Antonio Samaranch n'a pas traversé l'Atlantique pour céder aux pressions, si insistantes soient-elles.

Venu témoigner à Washington, devant la commission du commerce du Congrès chargée d'enquêter sur les scandales de Salt Lake City et d'Atlanta, le président du Comité international olympique (CIO) a surtout mis l'accent, mercredi 15 décembre, sur la série de réformes adoptées quelques jours auparavant par l'assemblée lausannoise (*Le Monde* du 14 décembre). « *Je pense que nous avons fait le ménage dans notre institution, a-t-il souligné. Nous avons tenu nos promesses.* » Fin politique, M. Samaranch avait négocié, la veille de son rendez-vous avec le Congrès, un ac-

cord de coopération pour lutter contre le dopage avec le responsable du département antidrogues à la Maison Blanche, Barry McCaffrey.

Les législateurs américains, qui ont également entendu l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger et des athlètes, sont pourtant restés très sceptiques. « *Le comportement préjudiciable des membres du CIO et des villes candidates ne date pas d'hier*, a répondu Fred Upton, le président de la sous-commission punitive. *Et je ne pense pas que ces mauvaises habitudes disparaîtront du jour au lendemain grâce à un simple toilettage de votre règlement interne.* »

« TRADITION D'HOSPITALITÉ »

Juan Antonio Samaranch est apparu sur la défensive tout au long d'une audition qui a ressemblé, en fait, à un véritable interrogatoire. L'élue du Colorado, la démocrate Diana DeGette, s'est inquiétée du fait que « *les réformes ne servent qu'à masquer l'aura aristocratique qui entoure le CIO.* »

M. Samaranch a dû s'expliquer

sur les conditions d'un voyage de 12 000 dollars, organisé pour son épouse en 1990 et entièrement offert par le comité de candidature d'Atlanta. Parmi les autres sujets évoqués, le coût d'une « *luxueuse suite* » occupée par Juan Antonio Samaranch dans un hôtel à Lausanne ou encore des dons au Musée olympique. Le Catalan s'est justifié, une fois encore, en évoquant la « *tradition d'amitié et d'hospitalité* » de la famille olympique. Un vieux refrain, en vérité. Le patron du CIO depuis 1980 a patiemment réfuté une à une les attaques avant de défendre son bilan et les réformes adoptées. « *Les Jeux n'ont pas été affectés par le scandale* », a-t-il affirmé. Lors d'une conférence de presse, il s'est dit « *très satisfait* » du déroulement de l'audition. « *Je suis habitué aux questions personnelles.* »

Par le biais des droits de retransmission télévisée et du sponsoring, les Etats-Unis financent 80 % des revenus du CIO. Par conséquent, le voyage de Juan Antonio Samaranch était davantage une opération de reconquête commerciale qu'une mise à l'épreuve de ses qualités

éthiques, d'autant qu'il avait eu l'assurance, grâce à ses « *nombreux amis* », de ne pas être inquiété par le FBI. Ainsi, cette mission de séduction était avant tout destinée à rassurer les sponsors du CIO, qui bénéficient, aux Etats-Unis, d'un régime d'exonérations fiscales très avantageux.

Mais l'issue incertaine de ces rapports de forces ne laissent pas l'Espagnol indifférent. En effet, dans l'espoir de soigner la réputation du CIO, Juan Antonio Samaranch aurait d'ores et déjà sorti 11 millions de francs des caisses du CIO pour s'offrir une campagne de relations publiques. D'après le *Wall Street Journal* du 10 décembre, cette opération de communication très spéciale aurait été commandée à l'agence américaine Hill & Knowlton. Le quotidien économique new-yorkais ajoute également qu'une note interne du CIO évaluerait entre 16 et 31 millions de francs le budget annuel alloué, en mars dernier, à ce polissage d'image dispendieux. Plus haut, plus fort, plus cher.

Paul Miquel

Sydney toujours avide de fonds pour organiser les Jeux 2000

SYDNEY correspondance

Décembre s'annonçait paisible et agréable dans la baie de Sydney. Un mois présumé sans histoires, sans doute l'un des derniers du genre, à moins de 300 jours de l'ouverture des Jeux de l'an 2000. Au programme, une poignée d'épreuves préolympiques, dont celles de cyclisme et de taekwondo. La routine, rien de plus. Mais le calme et l'insouciance n'existent plus dans la ville olympique. Même en décembre, premier mois de l'été dans l'hémisphère Sud. Meilleur exemple, la journée du mercredi 8. En fin de matinée, un communiqué du Socog, le comité d'organisation des Jeux, annonce le départ de Paul Reading, jusque-là responsable du marketing et de la commercialisation de l'événement, première tête offerte au public australien depuis le début du « scandale de la billetterie ».

Le pays réclamait un coupable depuis la découverte, huit semaines plus tôt, de l'existence d'un marché secret des places pour les Jeux, 840 000 tickets vendus trois à quatre fois leur prix à une clientèle de grosse fortune, VIP ou entreprises. Paul Reading, victime idéale, a donc plié bagage, en emportant dans ses malles la valeur d'une année de salaire, environ 1,6 million de francs.

Deuxième coup dur, encaissé un peu plus tard dans la même journée : la défection d'un partenaire économique des Jeux, l'américain Reebok, censé habiller et chauffer le personnel de l'organisation, les milliers de volontaires et la totalité de l'équipe olympique australienne. Un départ en fanfare, accompagné d'une action en justice pour rupture de contrat. Reebok reproche aux dirigeants du Socog la présence dans la place de deux concurrents, Bonds et Canterbury, le premier devant

fournir les casquettes, le second ayant été autorisé à commercialiser une ligne olympique de maillots de rugby. Reebok se croyait « officiel », donc exclusif. Une juste condition, pensait-il, à un partenariat estimé à environ 40 millions de francs.

Terrible journée. Et pourtant presque banale. Ces huit dernières semaines, les organisateurs australiens ont essuyé tellement d'orages... En début de semaine, la cote de Michael Knight, le ministre olympique et président du Socog, atteignait son niveau le plus bas depuis l'attribution à Sydney des Jeux de l'an 2000 : 59 % d'opinions défavorables. Quelques jours plus tôt, le patron de la chaîne australienne Seven, propriétaire des droits de télévision des Jeux, l'avait montré du doigt en accusant publiquement le Socog d'incompétence.

BUDGET VERTIGINEUX

Un mauvais moment, rien de plus, normal et prévisible dans l'éphémère destinée d'un comité d'organisation des Jeux Olympiques ? Pas sûr. A l'image de leurs parrains du CIO, les Australiens paient au prix fort leur goût du gigantisme. Leur budget donne le vertige : 10 milliards de francs. Pas raisonnable pour un pays peuplé de moins de 20 millions d'habitants. Conséquence : le Socog court à la poursuite des millions de dollars australiens encore manquants. Et tous les moyens lui sont bons. « *Je ne suis pas payé pour me faire des amis, mais pour ramener un maximum d'argent* », avait avoué Paul Reading avant de boucler ses malles. Son idée de détourner plus de 800 000 billets de la part réservée au public, pour les vendre aux plus fortunés, répondait à ce seul objectif.

Ironie de l'histoire : les dirigeants australiens ont annoncé, deux jours seulement après son départ, leur décision de commercialiser les places pour la répétition générale de la cérémonie d'ouverture, un événement habituellement gratuit et réservé aux volontaires des Jeux. « *Nous avons besoin de cet argent*, a expliqué Sandy Hollway, le directeur exécutif du Socog, *pour financer la vraie cérémonie d'ouverture.* » Un même impératif a conduit les Australiens à multiplier les contrats de partenariat, au risque de bafouer la règle de non-concurrence et dévaluer l'image de l'événement. Reebok l'a compris et a préféré se retirer. Mais Nike l'a déjà remplacé, concluant en moins de quatre jours un accord avec le Socog et le comité olympique australien. « *La preuve, s'est félicité Michael Knight, que les Jeux n'ont rien perdu de leur force.* » On jurerait pourtant le contraire.

Alain Mercier

Football : duels franco-espagnols en Coupe de l'UEFA

LE TIRAGE AU SORT des huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, effectué mercredi 15 décembre, à Genève, a été relativement clément pour les deux clubs français, qui auront l'avantage d'évoluer à domicile lors du match retour. L'AS Monaco sera opposée aux Espagnols du Real Majorque, qui occupe actuellement la 7^e place de son championnat. L'équipe de la principauté aurait eu certainement davantage à craindre d'une autre formation ibérique, le Celta Vigo, 2^e du championnat. Si les Monégasques parvenaient à éliminer Majorque, il est déjà établi qu'ils affronteraient en quarts de finale le vainqueur de la rencontre entre les Allemands du Borussia Dortmund et les Turcs du Galatasaray Istanbul. Le RC Lens, qui traverse une passe difficile dans le championnat de France, a également hérité d'un adversaire espagnol avec l'Atletico Madrid, 16^e en championnat. En cas de qualification, les Nordistes se mesureraient alors au vainqueur du choc entre la Juventus Turin de Zinedine Zidane et le Celta Vigo. Les matches aller de ces huitièmes de finale auront lieu le 2 mars 2000 et les matches retour le 9 mars 2000.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME** : Michelin a annoncé, mercredi 15 décembre, son retour en formule 1 à partir de 2001. Le fabricant français de pneumatiques équipera l'écurie Williams, motorisée par BMW. Michelin avait quitté les circuits de formule 1 en 1984

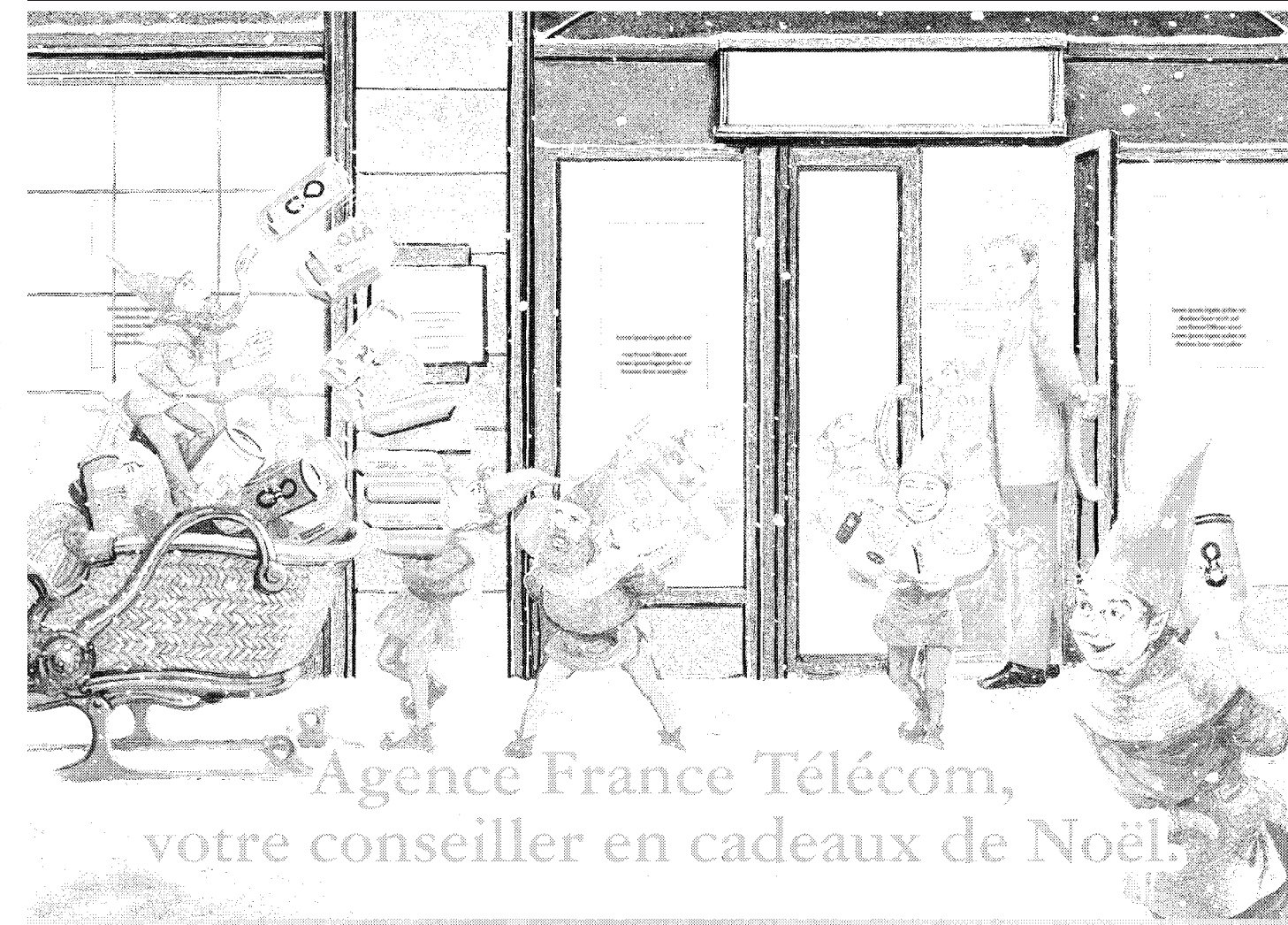
■ **CYCLISME** : Frank Vandenbroucke a décidé d'attaquer en justice son ancien employeur, Cofidis. Le coureur belge réclame des dommages et intérêts à l'équipe française pour la suspension qui lui a été infligée du 10 mai au 29 juillet dans le cadre de l'affaire de dopage Sainz-Lavelot.

■ **Le Belge Claude Criquiellon, champion du monde en 1984**, a signé un contrat d'un an avec l'équipe Lotto, dont il sera le nouveau directeur sportif (assisté de Jef Braeckvelt) à partir de la saison 2000.

■ **FOOTBALL** : Alexander Kurtyan, un joueur du Zenit Saint-Petersbourg (Russie), souffre de sérieuses blessures à la tête après avoir été frappé par des hooligans à proximité de son domicile, mercredi 15 décembre.

■ **Le Milan AC, qui fête son centenaire**, jeudi 16 décembre, aura sa propre chaîne de télévision, Milan Channel, qui sera disponible par satellite sur le bouquet TelePiù moyennant un abonnement mensuel d'environ 45 francs.

■ **SKI NORDIQUE** : Raphaël Poirée a gagné, mercredi 15 décembre, à Pokljuka (Slovénie), l'épreuve du 20 km messieurs comptant pour la Coupe du monde du biathlon grâce à un sans-fautes au tir. Le Français a devancé le Biélorusse Vadim Saschurin et l'Allemand Frank Luck.



Agence France Télécom, votre conseiller en cadeaux de Noël.

TOUS LES TÉLÉPHONES OLA OFFERTS*

Tous ces téléphones sont disponibles uniquement sur votre numéro OLA 2H

CADEAU L'AN 2000

APPELS GRATUITS TOUT LE TEMPS, SEMAINE, WEEK-END ET JOURS FÉRIÉS SUR VOTRE FORFAIT OLA 2 H, PENDANT 4 MOIS**

Des mobiles, des coffrets, des kits à des prix pensés pour Noël et pour l'an 2000.

France Telecom

■ **LOTO : résultats des tirages n° 100** effectués mercredi 15 décembre.
Premier tirage : 4, 6, 27, 34, 36, 49 ; numéro complémentaire : 15. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 965 940 F (147 256 €) ; 5 numéros : 7 095 F (1 081 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 286 F (43,60 €) ; 4 numéros : 143 F (21,80 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 28 F (4,26 €) ; 3 numéros : 14 F (2,13 €).
Second tirage : 2, 12, 29, 35, 43, 45 ; numéro complémentaire : 39. Rapports pour 6 numéros : 30 051 125 F (4 581 264 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 229 075 F (34 922 €) ; 5 numéros : 8 720 F (1 329 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 356 F (54,27 €) ; 4 numéros : 178 F (27,13 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 34 F (5,18 €) ; 3 numéros : 17 F (2,59 €).

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 17 DÉCEMBRE 1999

PHOTOGRAPHIE Quatre monstres sacrés du portrait, sans équivalent ailleurs, donnent leur définition du genre dans un livre. Richard Avedon évoque les an-

nées 60, Annie Leibovitz rassemble ses portraits de femmes, Mark Seliger auréole les stars de couleurs pop, Herb Ritts opte pour un noir et blanc teinté de classicisme. ● LES

QUATRE ARTISTES délivrent ainsi leur vision personnelle de l'Amérique : clinquante, sûre d'elle-même et de ses valeurs, hégémonique et standardisée pour Lei-

bovitz, Ritts ou Seliger ; désenchantée, violente, en proie à l'isolement des cerveaux et à l'effritement des identités dans les photographies d'Avedon et les tex-

tes qui les accompagnent. ● À PARIS, la Fondation Cartier pour l'art contemporain accueille, jusqu'au 12 mars 2000, une exposition consacrée au Californien Herb Ritts.

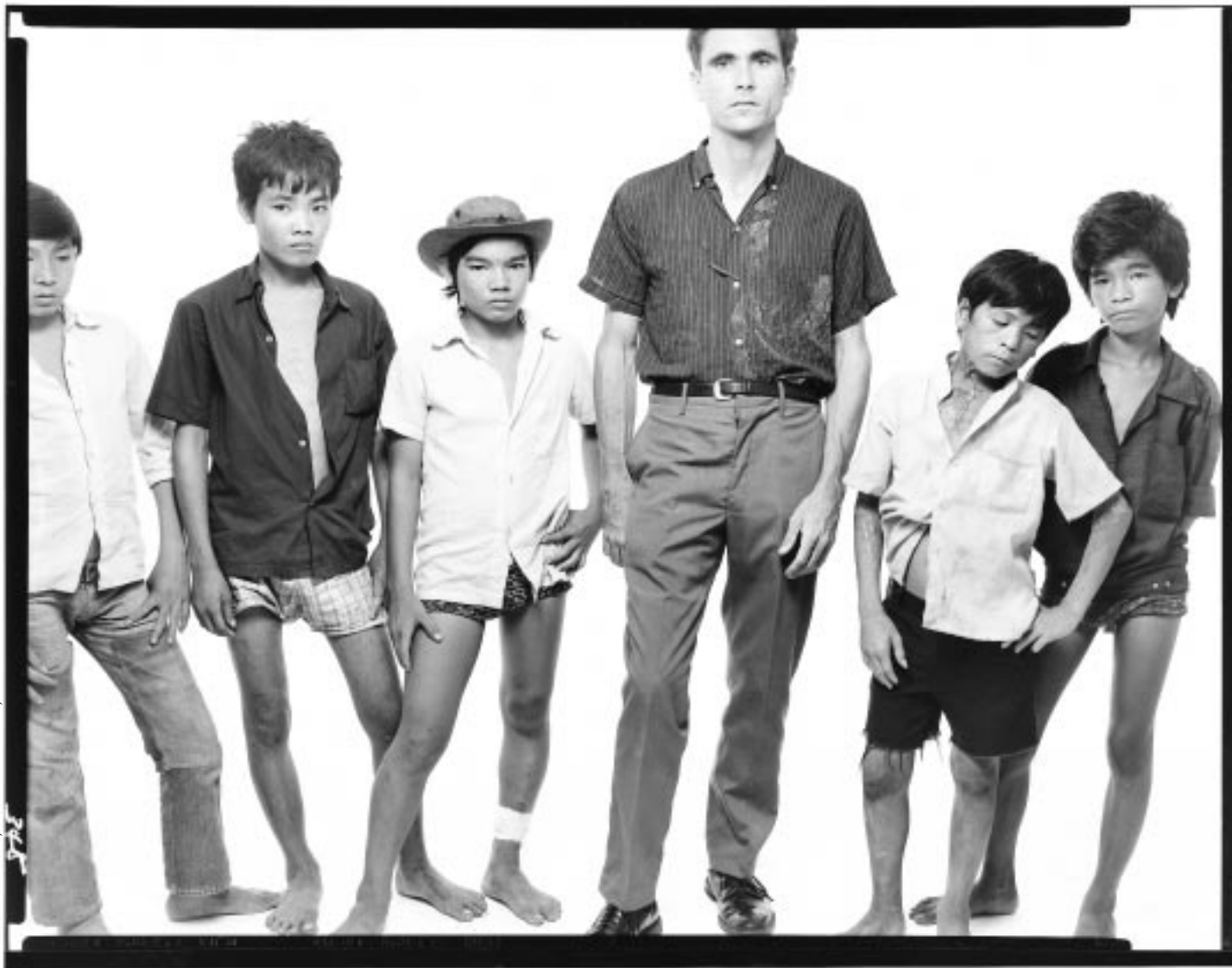
Les deux faces, noire et conquérante, du portrait américain

Quatre photographes, aussi prestigieux que les personnalités fixées, s'emparent d'un genre auquel Nadar avait assigné un rôle moral. Richard Avedon, avec sa chronique acérée des années 60, échappe seul à l'idéologie dominante



ANNIE LEIBOVITZ, IN « WOMEN », EDITIONS PLUME

RICHARD AVEDON, IN « LES SIXTIES », EDITIONS PLUME



ILS SONT photographes, américains, prestigieux, riches et célèbres. Aussi connus, du moins dans les médias, que les célébrités qui posent devant leur objectif. Les portraits sont d'une définition impressionnante, attractifs et percutants, propres à doper les ventes des journaux qui leur passent commande. Et propres à justifier des revenus annuels qui se comptent en millions de dollars.

Quatre monstres sacrés du portrait, sans équivalent ailleurs, donnent leur définition du genre dans un livre. Richard Avedon évoque les années 60, Annie Leibovitz rassemble ses portraits de femmes, Mark Seliger auréole les stars de couleurs pop, Herb Ritts opte pour un noir et blanc teinté de classicisme, bénéficiant aussi d'une exposition.

Ils ont chacun leur pâte, mais l'essentiel est ailleurs, dans le portrait de l'Amérique qui est délivré, dans le rôle assigné à un genre auquel Na-

dar a consacré un texte fondamental en 1857. Nadar dit ce qui sépare une pratique « à la portée du dernier des imbéciles » d'un art « qui ne s'apprend pas », et qu'il définit ainsi : saisir « l'intelligence morale de votre sujet (...). C'est le côté psychologique de la photographie ».

Il y a bien une idéologie du portrait, à la fois morale et psychologique. De ce point de vue, le regard noir d'Avedon sur le pouvoir américain se distingue de ceux de Leibovitz, Ritts ou Seliger. Ces derniers entretiennent le mythe américain avec des images porteuses d'ingrédients abhorrés lors des négociations sur le commerce mondial à Seattle : une Amérique clinquante, sûre d'elle-même et de ses valeurs, hégémonique et standardisée, qui gomme la singularité.

Women est exemplaire par son décalage entre le texte de Susan Sontag et les images de Leibovitz. « *Voici ce que sont les femmes aujourd'hui - aussi différentes, aussi variées, aussi héroïques, aussi pathétiques, aussi conventionnelles, aussi peu conventionnelles que ça* », écrit Susan Sontag. Suivent 170 femmes, des personnalités comme Hillary Clinton, Patti Smith, Madeleine Albright, Liz Taylor, Serena et Venus Williams, Courtney Love et quelques anonymes comme une serveuse de restaurant, des majorettes, des ouvrières dans une mine de charbon...

ICÔNES RECYCLÉES

C'est en fait la femme américaine qui est mise en avant, détenant le leadership d'une idée féministe. Il y a surtout l'association d'une immense majorité de portraits *successful* - elles « font honneur à leur sexe », écrit Sontag - à de rares destins gris ou banals. Donner l'image du pauvre qui rejoint le riche - ou croit le rejoindre -, créer l'illusion de recoller les morceaux d'une société, dire la capacité d'intégration de la nation - une Africaine excisée devenue mannequin -, tout cela participe de la légende américaine. D'ailleurs, un portrait, un seul, montre réellement une autre Amérique : une femme battue. Susan Sontag écrit : « *Un projet très américain : généreux, ardent, inventif, ouvert.* » Très américain. Mais peu généreux, inventif ou ouvert.

Quant au style, Leibovitz, Ritts ou

En haut à gauche, Eileen Collins, astronaute, photographiée par Annie Leibovitz. Ci-dessus, portrait de Richard Hughes, travailleur social, avec des garçons des rues vietnamiens, par Richard Avedon.

Seliger sont en retrait des personnes qu'ils avantagent dans des mises en scène convenues, déclinant un savoir-faire publicitaire. Qu'on ne s'y trompe pas. Ce sont les personnalités ou de l'industrie culturelle, qui font leur succès. Dans un magazine, ces portraits sont à leur place. Tenir le livre et le mur est une autre histoire.

Seul en face donc, Richard Avedon, soixante-seize ans. Seul, parce que la responsabilité et l'engagement guident son œuvre. Notamment dans ce livre, le plus politique depuis *Observations* (1959), cosigné avec Truman Capote. « *Regarder les choses dites ordinaires nous rend responsables de ce que nous voyons* », nous avait-il affirmé, en 1993.

Dans *Les Sixties*, Avedon affiche des portraits de la contre-culture américaine, aujourd'hui en veilleuse. Lui-même en était : en 1971, il gagne le Vietnam pour tirer le portrait de victimes, militaires américains et opposants au conflit. L'année suivante, il participe à une manifestation à Washington, est arrêté et incarcéré. *Les Sixties* est le complément politique d'*An Autobiography* (1993), comme intime mais aussi tragique quant à sa vision du monde : « *Le seul moyen de ne pas se tromper est de miser sur l'Apocalypse* », nous disait-il alors.

La couverture des *Sixties* montre un John Lennon solarisé et psychédélique, publié en couverture de *Look*, en 1968. Suivent beaucoup de ses portraits célèbres (Dylan, Warhol, Genet) ; c'est un procédé avedonien que de recycler des icônes, qui prennent une tonalité autre par la mise en page, le rapprochement d'images, le texte.

Le texte est fondamental. Doon Arbus a recueilli, pendant trente ans, les témoignages des personnes photographiées. Elles parlent à la première personne et racontent leurs années 60, comment elles ont

lutté - en sortant désenchantées - contre une société américaine « où l'oppression est institutionnalisée » (Florynce Kennedy, avocate des droits civiques).

Surgit de l'ombre une galerie d'hommes et de femmes qui étaient militants pacifistes, étudiants, avocats des droits civiques, membres de la Ligue des objecteurs de conscience, journalistes dans des journaux alternatifs, poètes (Ginsberg), représentants ouvriers... En toile de fond, des manifestations pour les droits civiques, des stars engagées (Leonard Cohen), des déci-

deurs, un portrait de nazis américains. La tension entre le texte et l'image est au sommet dans le portrait du travailleur social Richard Hughes entouré de gosses à Saïgon.

Il dit à Doon Arbus son désenchantement, le suicide d'un enfant, la violence extrême, les cerveaux qui s'isolent, les identités qui s'effritent. Pas de grandes phrases mais des témoignages qui donnent de l'épaisseur à ces personnes sculptées sur fond blanc, et qui vérifient le théorème de Nadar.

Michel Guerrin

Herb Ritts, un Californien guidé par l'essence du modèle

HERB RITTS est un Californien discret de quarante-sept ans qui a fait du chemin depuis son portrait de l'acteur Richard Gere en 1978, alors un copain de quartier. Il est devenu un photographe de mode et portraitiste emblématique de la Côte ouest, sous contrat avec *Vogue* et *Vanity Fair*. Il publie des livres, expose, montre une centaine de portraits en noir et blanc à la Fondation Cartier.

Ritts réalise la plupart de ses images sur le toit de son studio, à Los Angeles, installe le modèle devant un fond neutre monté sur roulettes afin de suivre le soleil. Ses images sont simples, riches en références néoclassiques - académiques ou pompilières, diront certains -, portées par des corps parfaits, teintées d'éclat sexuels. Il aime Man Ray, Penn, Newton, Wit-



Elizabeth Taylor, par Herb Ritts (1997).

kin. Il s'oppose à la photo de mode *trashy* et réaliste. « *Ce style réactive la photo des années 60-70 ; Bourdin a fait mieux*

avant. » Que disent ses images de l'Amérique ? « *Ma vision est universelle. L'Amérique est comme la Californie, très conservatrice et très ouverte. Dans mon monde, je ne sens pas de pesanteur morale. L'Europe est plus tolérante, plus cultivée. Les Japonais sont les plus sévères.* »

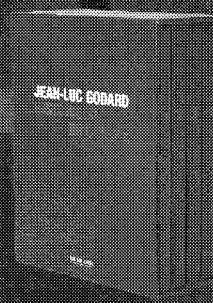
Chaque image montre une idée, une pose, un mouvement : « *Le portrait naît d'un dialogue riche avec le modèle ou d'une séance de dix minutes, comme avec Gorbatchev. Quand on fait face au sculpteur César, tout est là, son portrait ne peut mentir. Le portrait est réussi quand je traduis une pureté et une essence, quand je ressens quelque chose qui va au-delà de la personnalité. Quand je suscite émotion et imagination.* »

M. G.

>ÉVÈNEMENT<
JEAN-LUC GODARD
HISTOIRE(S) DU CINÉMA

UN COFFRET UNIQUE EN ÉDITION LIMITÉE
ECM 465 191-2

COFFRET DE 5 DISQUES COMPACTS ET 4 LIVRES, LA BANDE SON INTÉGRALE (DIALOGUES/TEXTES, SONS, MUSIQUES), UNE RETRANSCRIPTION DU TEXTE SUR 4 LIVRES, COUVERTURE CARTONNÉE, AVEC 300 PHOTOS...



UNIVERSAL

ECM NEW SERIES

Le Monde

BEAUX LIVRES

VENDREDI 17 DÉCEMBRE 1999

ARTS

Des peintres athéniens de l'Antiquité à Marcel Duchamp pages II et III



PHOTO

La beauté et le témoignage : Paul Outerbridge et Bill Brandt, Edward Curtis et le voyage en Orient pages IV et V

LITTÉRATURES

Le petit théâtre de Marcel Proust et autres curiosités page XI



ART DE VIVRE

Design, mode... les arts décoratifs dans tous leurs états pages XII et XIII



CINÉMA

page V

HISTOIRE

page VI

VOYAGES

page VII

PATRIMOINE

page VIII

ARCHITECTURE

page IX

RELIGIONS- SCIENCES

page X

MUSIQUE-DANSE

page XIII

JEUNESSE

page XIV

JARDINAGE

page XV

CUISINE

page XVI

Un monde d'images

Objet et projet monumental : l'histoire du XX^e siècle en 6 kilos et 1 100 photos. Et un parti pris : l'accumulation de documents bruts plutôt que la mythologie



SIÈCLE

Conçu et édité par Bruce Bernard, traduit de l'anglais par Pierre Clerant, Pierre Doze et Nordine Haddad. Ed. Phaidon, 1 120 p., 1 100 photos, 299 F (45,58 €).

L'ENFER

de James Nachtwey. Texte de Luc Sante. Traduit de l'anglais par Frank Straszchitz. Ed. Phaidon, 480 p., 383 photos, 750 F (114,34 €).

S siècle est-il encore un livre ? C'est d'abord une mallette avec sa poignée, qui permet de transporter 6 kilos de photos. Mille cent exactement, beaucoup en noir et blanc, un peu en couleurs, retraçant une histoire du XX^e siècle. « Cent ans de progrès, de régression, de souffrance et d'espérance humains », peut-on lire en sous-titre d'un objet monumental, que l'on feuillette comme si on tournait une page de l'humanité.

La force de frappe commerciale est à la hauteur d'un livre ciblé pour Noël et le millénaire : 500 000 exemplaires en vente dans quarante-sept pays au prix très attractif de 299 F (45,58 €). Cinq iconographes et historiens sont partis en chasse pendant six ans, sous la direction de Bruce Bernard, pour dénicher des images « dans les greniers comme dans les musées », des collections privées ou publiques, les agences photo et les journaux,

des fonds oubliés et des banques d'images diffusées sur Internet.

C'est un livre conçu à Londres mais c'est bien le monde en images – essentiellement occidental – qui défile sous les yeux du lecteur de New York, Tokyo, Paris, Mexico ou Stockholm. *Siècle* suit la chronologie des événements, des faits de société, des avancées techniques. Il s'ouvre avec un joueur d'orgue de Barbarie, par Atget, en 1899, et se clôt avec une représentation de *Fidelio*, l'opéra de Beethoven, à Berlin, au début de 1999. La légende qui accompagne cette photo – une « histoire simple qui met en scène l'amour et le courage combattant la haine et la force brutale » – est un résumé du siècle le plus noir de l'humanité, et donc d'un ouvrage dominé par la lutte entre le bien et le mal.

Le mal et le sang dominant, avec parfois des images insoutenables, dans ce livre découpé en six moments forts que sont les années folles, les deux guerres mondiales, la guerre froide, le Vietnam et l'effondrement soviétique, jusqu'aux menaces actuelles qui pèsent sur notre planète. Chaque chapitre s'ouvre avec des citations de « voix contemporaines » (de Tchekhov à Susan Sontag) et se termine avec des textes historiques qui éclairent chacune des 1 100 images. Un index (photographes, personnalités, événements, etc.) parachève cette somme.

Michel Guerrin

Siècle raconte l'histoire par la photographie. Ou plutôt par le document photographique : en majorité des instantanés pour la presse, mais aussi des mises en scène en studio, des pièces d'archives, des auteurs beaucoup plus anonymes que célèbres, même si on retrouve Lartigue, Kertész, Sander, Rodchenko, Brassai ou Cartier-Bresson – on se demande pourquoi certains ont droit à leur nom sous les légendes, par ailleurs ampoulées, et d'autres non –, voire des acteurs d'un événement. Sans oublier des extraits de films et des images de télévision, comme pour l'assassinat de John Kennedy.

En introduction, Bruce Bernard, ancien directeur de la photo dans plusieurs magazines britanniques, s'explique sur cette réhabilitation de la notion de document : « J'ai



ZAPRUDE/COLORIFIC/LONDRES

22 novembre 1963, assassinat de John Fitzgerald Kennedy à Dallas

délibérément écarté, autant que possible, les fameuses icônes historiques, qui ont illustré l'esprit indomptable de telle ou telle nation. Leur utilisation excessive les a rendues aussi horripilantes qu'irréelles. (...) Je les crois susceptibles d'émousser les réactions des gens, de susciter chez eux une forme de suffisance ou de supériorité, en les décourageant d'aller chercher une vérité plus crue dans des images moins familières ou plus dérangeantes. » Et de conclure : « La meilleure photographie documentaire existe davantage par son sujet que par l'œil du photographe. »

Ce credo fera grincer. Mais le grand atout du livre réside dans ce parti pris qui met en avant l'information et non la mythologie. Et dans ce qui en résulte : la grande majorité des images est inconnue ou méconnue. Sont-elles belles ?

Elles sont parfois floues, sombres ou trop blanches, sans prouesses, mais sont tenues par l'actualité. Ainsi, la guerre d'Espagne de Capa n'est pas illustrée par la républicain fauché par une balle mais par l'afflux de réfugiés à la frontière française. Churchill n'apparaît pas sur un portrait flamboyant mais quittant pour la dernière fois la Chambre des communes, en 1964, un an avant sa mort.

Cette lecture met en avant des paquets d'images étonnantes : un Noir américain en train de se faire attacher sur une chaise électrique (1900), le « dimanche rouge » à Saint-Petersbourg (1905), Sarah Bernhardt devant les chutes de Niagara (1906), George V à la chasse au tigre en Inde (1911), un ensemble remarquable sur la guerre de 14, une petite fille abandonnée dans un caniveau de Berlin (1920)...

Siècle est stimulant parce que son concept enthousiasmera certains et sera dénoncé par d'autres. Ainsi, faire se succéder, suivant une maquette immuable, 1 100 documents bruts, et souvent chocs, est d'une efficacité visuelle indéniable, même si les images les plus anciennes, à forte résonance exotique, sont plus attractives que les récentes. D'un autre côté, l'apparente neutralité du document, sans mise en forme, gomme les hiérarchies entre les événements, les images et leurs auteurs. La répétition d'images individuelles ne permet pas non plus d'appréhender les transformations sourdes d'une société – pour cela, la série d'images mises en tension aurait été une solution.

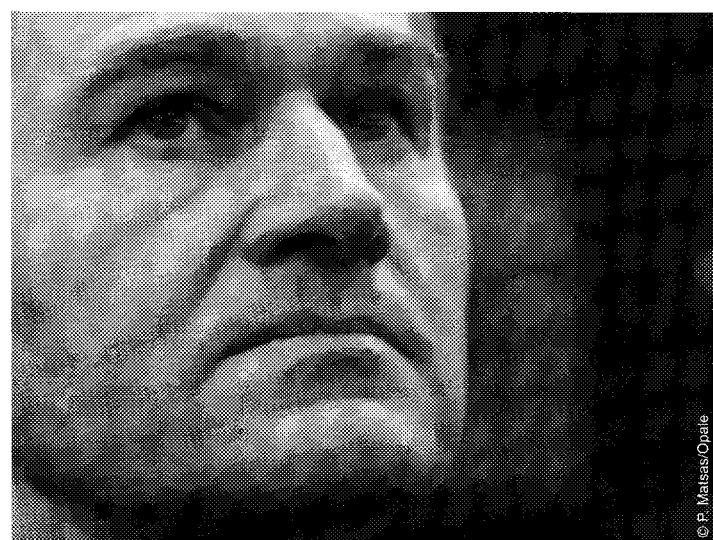
Siècle offre un mode de lecture qui est dans l'air du temps : inviter le lecteur à consommer des images tel un « zapeur » devant son téléviseur ou un internaute devant son écran d'ordinateur. A chacun de reconstituer sa vision de l'histoire, de « cliquer » dans cette culture du stock. Et d'une certaine façon, plus qu'une histoire mondiale par l'image, c'est la mondialisation des images qui est ici consacrée.

Six images de James Nachtwey sont noyées dans *Siècle*. Ce n'est pas une surprise puisque cet Américain au beau visage à la Anthony Perkins, membre de l'agence Magnum, est considéré depuis dix ans – il en a 51 – comme l'emblème de la photographie de guerre. Nachtwey publie *L'Enfer*, une fresque en noir et blanc sur les atrocités de la planète : Roumanie, Somalie, Inde, Soudan, Bosnie, Rwanda, Zaïre, Tchétchénie, Kosovo. La souffrance et la mort à chaque page, des survivants qui ont tout perdu. « Sauf leur dignité », veut croire Nachtwey.

C'est encore une allégorie – noire – du village planétaire qui est donnée. Ce livre est pourtant à l'opposé de *Siècle* : un grand format solennel, des images qui

s'étaient en doubles pages parfaitement imprimées, cernées par un filet noir de deuil. Quand *Siècle* met en avant le document, *L'Enfer* sacralise un auteur qui veut croire que ses images peuvent soulever les consciences et préparer un monde meilleur. Nachtwey est un

virtuose de l'objectif grand angle, de la composition picturale, de la lumière contrastée. *Siècle* dresse un inventaire froid, *L'Enfer* offre une vision quasi mystique sur la culpabilité. Au lecteur de trouver où il l'entend la source de sa rédemption.



© P. Malles/Orale

PRIX WEPLER

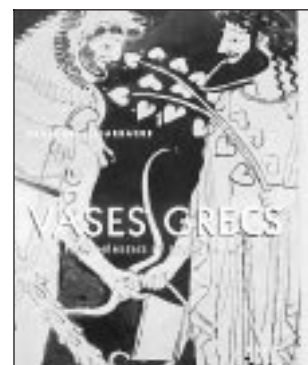
Antoine Volodine

DES ANGES MINEURS

Editions du Seuil

Splendeur d'un dessin sur un vase

Dans un livre remarquable, François Lissarrague célèbre l'habileté, le génie et l'intelligence des peintres athéniens



VASES GRECS. Les Athéniens et leurs images de François Lissarrague. Hazan, 240 p., 165 ill., 595 F (90,71 €).

Rien de plus navrant, souvent, que les collections de vases grecs. Alignés en abondance dans des vitrines, ils lassent la vue et échappent à la compréhension, ne serait-ce que parce qu'il est impossible de les observer sous tous les angles. L'ouvrage de François Lissarrague se fonde sur des principes inverses : à l'abondance, il préfère le petit nombre d'une anthologie méditée ; de chaque pièce, il analyse la composition, extérieur et intérieur d'une coupe, registres superposés et flancs opposés d'une amphore ; de chacune, il décrit les représentations, déchiffre les inscriptions, suit le dessin au détail près – naturellement, il n'est aucun détail insignifiant. Il en déduit les éléments d'une table de la vie athénienne aux IV^e et V^e siècles où le quotidien et le sacré, les modes de vie et les mythes se révèlent.

Ainsi démontre-t-il brillamment ce que peut une recherche qui conjugue les savoirs de l'archéologue, du philologue, de l'historien des religions et de la politique à l'acuité de regard de l'historien d'un art – la peinture – dont il ne faut ignorer ni les contraintes ni les règles propres. Le prologue se consacre au vase François du Musée archéologique de Florence, l'épi-

logue au cratère dit de Pronomos de Naples. Entre ces chefs-d'œuvre, en neuf chapitres, l'analyse procède du plus simple au plus mental : des rites et coutumes du banquet, auxquels ces vases ont servi, jusqu'à la conscience politique d'Athènes qui s'y transcrit par mythes et dieux interposés – Hercule, Thésée, Dionysos.

Les premières pages rappellent que le banquet est le moment d'une liberté de l'esprit et du corps qui ne doit pas transgresser les principes de la dignité. Le symposiarque, régulateur de la réunion, veille à ce que vin, musique, poésie érotique et épique ne jettent pas les convives dans une exaltation déréglée, laquelle les ravalerait à la stupidité du Cyclope, qu'Ulysse a pu enivrer parce qu'il ne savait pas comment boire. Ainsi, dès l'entrée, un balancement apparaît, entre le civilisé et le barbare, le beau et l'odieux, l'héroïque et le monstrueux. Les peintures suggèrent de plusieurs façons les lois qui peuvent rendre acceptable, sinon harmonieuse, la vie en société.

Acceptables : les séductions équitablement négociées, les combats loyalement gagnés, les morts décentement honorées, les sacrifices proprement accomplis. Insupportables ou ridicules : les appétits qui s'exhibent, la violence poussée jusqu'au carnage et au viol, la profanation des cadavres, les sacrilèges. Afin que celui qui tient entre ses doigts son œuvre perçoive le sens des scènes qu'il a représentées, le peintre se fonde sur des récits légendaires connus de tous et multiplie les allusions. Il caractérise âges, sexes, fonctions et nationalités de manière directe ou elliptique. Il conçoit des

compositions telles que plusieurs épisodes tirés de plusieurs mythes se superposent et s'éclairent. Il joue des rythmes du dessin, de la simplification de la forme bidimensionnelle ou de son développement dans un espace

suggéré. Il désigne par des accessoires de convention l'intérieur et l'extérieur. Il isole une figure capitale, qu'il nomme souvent. Ou, à l'opposé, il accumule dans une surface réduite des corps qui se nouent et se confondent. Il peut aller vers l'ironie – le dessin de l'œil est alors décisif – ou vers le tra-

gique – bras dressés, mains tendues. Ces gestes sont aussi ceux du théâtre. Les compositions sont, parfois, celles des sculpteurs. Ces proximités rendent les images noires et rouges d'autant plus explicites et convaincantes. Ces artistes sont formidablement habiles. Si réduit soit le chromatisme, ils en

tirent parti. Quant au graphisme, il a de quoi laisser pantois, avec ses torsions, ses raccourcis, ses rythmiques, ses échos. A l'intelligence des interprétations s'accorde la splendeur des œuvres, que l'on n'avait jusqu'ici jamais montrées d'aussi près.

Philippe Dagen



De gauche à droite : hydrie attique à figures noires, non attribuée, 520 avant notre ère (Paris, Musée du Louvre) ; canthare attique à figures rouges, peintre de Syriskos, 490 avant notre ère (Paris, Cabinet des médailles, Bibliothèque nationale) ; lécythe attique à fond blanc, 410 avant notre ère (Athènes, Musée archéologique)

SELECTION ARTS



● **MARCEL DUCHAMP. L'ART À L'ÈRE DE LA REPRODUCTION MÉCANISÉE**, de Francis Naumann. Le « silence intelligent et dévastateur de Marcel Duchamp », que vantait William Carlos Williams, est commenté par un auteur tout aussi intelligent, et presque aussi dévastateur : il insiste en effet sur un des éléments de l'art de Duchamp jusqu'ici le moins développé, mais qui aujourd'hui s'avère devenir un des derniers avatars de la modernité, la multiplication des exemplaires d'une œuvre. La notion d'original en prend un sacré coup, et Duchamp, après avoir assassiné la peinture, sera peut-être aussi le meurtrier de l'idée, somme toute contestable, des sculptures ou des photographies à tirage limité. (Hazan, 332 p., 495 F [75,46 €]).

Ha. B.

● **LE CARNET DE LA CALIFORNIE**, de Picasso. Voici un objet, magnifique et émouvant, que tous ceux qui aiment vraiment Picasso et sa folie créatrice se doivent de posséder. C'est le fac-similé (sous emboîtement) d'un carnet à dessin (à spirale) que le peintre utilisa entre novembre 1955 et janvier 1956. On y trouvera des prémices des Femmes d'Alger, des ébauches de tableaux, des dessins pour le plaisir, pour laisser aller la main et, soudain, inattendues, la copie d'un Cranach, celle d'un Rembrandt, comme dans un carnet de jeune artiste qui referait ses gammes. Ici c'est plutôt un geste de compagnonnage, le dialogue d'un peintre génial avec ses pairs, un matin de janvier avec Rembrandt (14/1/56), un jour de décembre avec Holbein (13/12/55). (Ed. du Cercle d'art, non paginé, avec un texte de Dan Franck, 750 F [114,34 €] jusqu'au 31 décembre, 850 F [129,58 €] ensuite.)

Jo. S.

● **POÈMES SANS PAROLES, CHRONIQUES DES PEINTRES CHINOIS EN DÉÇA DU FLEUVE BLEU**, d'Anne Kerlan-Stephens « Je suis un illettré, un pêcheur au milieu des vagues embrumées ». écrit Dong Qichang en 1577. C'est un mensonge ou, comme disent les Anglais, une pêche

aux compliments : Dong fut haut fonctionnaire, collectionneur, théoricien de l'art et peintre. On le découvrira avec intérêt dans ce livre passionnant, où l'on apprendra aussi, au passage, les arcanes du commerce des peintures, et plus généralement les conditions de création qui régnaient en Chine entre le XV^e et le XVIII^e siècle. Une introduction agréable à un monde pour lequel « le peintre idéal est un lettré amateur, qui ne crée que dans ses moments d'inspiration ». Le texte a la modestie, la douceur et l'acuité d'un lavis d'encre. (Hazan, 192 p., 195 F [29,73 €]).

Ha. B.



● **JAMES ENSOR**, de Michel Draguet. Ensor n'est pas de ces artistes qui se fondent dans un mouvement ou une avant-garde. Isolé, ironique,

insolent, insupportable à l'occasion, il ferraille contre les bourgeois, les militaires, le clergé, les autres artistes. Sa peinture est de violence et de sarcasme, servie par une fantaisie d'invention à l'aise dans le macabre et l'absurde. La biographie de Michel Draguet narre les luttes de ce Don Quichotte d'Ostende sans en rien taire, sans négliger la part plus intime de l'œuvre, étrangement élégiaque. (Gallimard, 260 p., 268 ill., 490 F [74,70 €]).

Ph. D.

● **LOUIS PONS**, de Gilles Plazy. Depuis quarante ans, dans une solitude soigneusement défendue, Louis Pons compose des reliefs et des reliquaires à base de bouts de bois, de cartons et de papiers déchirés, de cailloux, de débris variés, d'os d'animaux, de plumes, de plâtre – de tout et de rien. Ces constructions font rire et font peur. Leur auteur est l'un des grands extravagants du siècle et l'un de ses inventeurs les moins prévisibles. Il serait peut-être temps de le dire publiquement – ce à quoi s'essaie ce livre. (Somogy, 208 p., 150 ill., 250 F [38,11 €]).

Ph. D.

● **BALTHUS, CATALOGUE RAISONNÉ**, de Virginie Monnier. Huiles, aquarelles, dessins, illustrations, travaux pour

le théâtre et l'opéra font ici l'objet d'un inventaire minutieux. Il permet de suivre l'évolution de l'œuvre, qui n'a cessé de cultiver l'étrangeté des poses et compositions, l'érotisme à demi-mot et l'hétérogénéité des références. (Préface de Jean Clair, Gallimard, 576 p., 2 100 ill., 1 100 F [167,69 €] jusqu'au 30 juin 2000, 1 400 F [213,42 €] au-delà.)

Ph. D.

● **DUCCIO. LA MAESTA**, de Luciano Bellosi. Le chef-d'œuvre de Duccio, La Maesta, ou Vierge en majesté, achevée en 1311 pour le maître-autel du dôme de Sienne, fait ici l'objet d'une approche par l'image des plus satisfaisantes. L'accent mis sur les détails rend évidentes les qualités et la modernité de la peinture du fondateur de l'école siennoise. En particulier son sens de l'observation de la vie quotidienne, très remarquable dans les petites scènes de la vie du Christ au verso de la représentation noble et douce de la Vierge en majesté entourée d'anges, d'apôtres et de saints. (Gallimard, « Chefs-d'œuvre de l'art italien », 304 p., 260 ill. couleur, 590 F [89,94 €] jusqu'au 31 décembre, 690 F [105,19 €] ensuite.)

G. B.

● **MONSIEUR INGRES**, de Valérie Bajou « Quel génie plus réfléchi qu'Ingres

a jamais imposé irrémédiablement sa propre vision de l'humanité ? » La question, posée en tête de l'introduction, donne envie de refermer immédiatement le livre. Il ne faut pas : le reste est d'un tout autre niveau, et replace très précisément Ingres dans son siècle, avec constance et sérieux. Valérie Bajou y relève d'emblée une des contradictions d'Ingres, soucieux de réalisme, mais aimé pour ses capacités d'abstraction. Un regret toutefois : l'intéressant chapitre sur la postérité d'Ingres auprès des peintres du XX^e siècle, de Picasso à Matisse, aurait gagné en densité si y avait été étudié l'impact sur les cubistes, et Braque notamment, de la rétrospective organisée en avril 1911 aux Galeries Georges Petit, et où figurait Le Bain turc. (Adam Biro, 384 p., 680 F [103,67 €]).

Ha. B.



S E L E C T I O N A R T S



● **LÉONARD DE VINCI, UNE CARRIÈRE DE PEINTRE**, de Pietro Marani
Encore un énorme livre sur Léonard, après celui de Daniel Arasse paru en 1997. Arasse cherchait à comprendre de l'intérieur la création et la pensée de l'artiste. En érudit, Marani préfère discuter les œuvres une à une, point par point, au risque de laisser s'émietter l'unité d'ensemble. Mais, dans les détails et les archives, il est d'une méticulosité et d'une exhaustivité admirables, bien servies par les planches et les annexes. (Traduit de l'italien par Anne Gugliemetti, Actes Sud/Motta,

384 p., 790 F [120,43 €] jusqu'au 31 décembre, 890 F [135,68 €] ensuite.) Ph. D.

● **CHU TA. LE GÉNIE DU TRAIT**, de François Cheng
On lui doit un grand bonheur : *Le Vide et le Plein*, paru au Seuil en 1979, est un des textes les plus éclairants sur la peinture chinoise. Un sujet qu'il connaît mieux que personne : François Cheng est né en Chine en 1929 et a étudié à Nankin avant de s'installer en France, où il enseigne aujourd'hui. Son livre sur Chu Ta le muet, publié pour la première fois en 1986, a été entièrement révisé pour la présente édition. Chu Ta (1626-1705) fut le maître de Shi-Tao, le célèbre moine Citrouille Amère. Vagabond et fou, Chu Ta est un des peintres les plus puissants du XVII^e siècle, toutes catégories confondues. (Phébus, 158 p., 249 F [37,96 €].) Ha. B.

● **LA TAPISSERIE FLAMANDE**, de Guy Delmarcel
Un livre vraiment précieux : il compose l'histoire d'un art qui a été longtemps majeur. Du XV^e au XVIII^e siècle, les ateliers flamands – à Tournai, à Enghien, à Bruxelles ou à Bruges – ont fait triompher la dextérité de

leurs tisserands. A une histoire nécessaire des techniques s'allie celle des styles qui, issus de la peinture et du dessin, se sont imposés au fil d'une évolution dont l'étape ultime – la plus élaborée – retient moins que d'autres, plus anciennes et plus simples. (Imprimerie nationale, 368 p., 350 ill., 480 F [73,18 €] jusqu'au 31 mars 2000, 590 F [89,94 €] ensuite.) Ph. D.

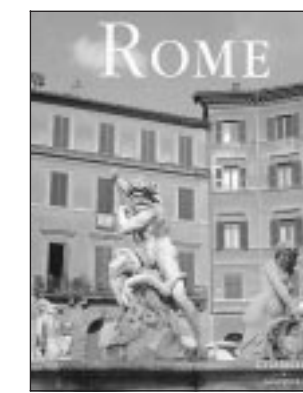


● **DICTIONNAIRE ICONOLOGIQUE. LES ALLÉGORIES ET LES SYMBOLES DE CESARE RIPA ET JEAN BAUDOIN**, de Virginie Bar et Dominique Brême
En 1593, Cesare Ripa publia son *Iconologia*. Les artistes s'en

inspirèrent pour imaginer des allégories savantes et complexes. L'auteur naquit à Pérouse au milieu du XVI^e siècle, fut écuyer tranchant à la cour du cardinal Antonio Maria Salviati et vécut à Rome, où il mourut, en janvier 1622. Virginie Bar, spécialiste du décor allégorique, et Dominique Brême, enseignant à l'université de Lille-III et spécialiste du XVII^e siècle, ne se sont pas contentés de rééditer le fac-similé de l'introuvable traduction de *l'Iconologia* que fit Jean Baudoin en 1643 : ils ont également recensé les allégories et leurs attributs, qu'ils ont regroupés en un dictionnaire. C'est pour l'homme désireux de se cultiver en pénétrant plus avant les arcanes de l'art un des plus beaux cadeaux que puisse lui faire le Père Noël. (Ed. Fatou, 2 vol., 350 et 196 p., 1 090 F [166,17 €].) Ha. B.

● **ROME**, dirigé par Mario Sanfilippo
Quatre auteurs, pour quatre chapitres : Claudia Moatti, qui enseigne l'histoire romaine à Paris-VIII, traite de la ville antique ; Mario Sanfilippo montre l'émergence de la ville chrétienne ; Matteo Sanfilippo, de l'université de Viterbe, présente la « ville des papes »,

de la Renaissance à la fin du XIX^e siècle ; Catherine Brice, de l'Ecole française de Rome, traite de la ville moderne, devenue capitale de l'Italie unifiée. Que



ceux que cette avalanche de titres inquiète se rassurent : il existe des universitaires qui n'écrivent pas comme des cuistres. Les textes sont nuancés mais limpides, et l'iconographie ne néglige rien qui puisse contribuer à les éclairer. (Citadelles & Mazenod, 496 p., 500 ill., 1 200 F [182,94 €].) Ha. B.

● **L'ART DE ROME**, dirigé par Marco Bussagli
Les deux volumes de *L'Art de Rome*, pour ce qui est de l'iconographie, présentent sensiblement les mêmes qualités

que le Mazenod : le choix des photographies a simplement privilégié des prises de vues un peu plus spectaculaires, comme ces clichés crépusculaires de monuments éclairés par des projecteurs. Joli, mais pas toujours très lisible. Le livre s'achève sur la remarquable *Crucifixion* peinte par Renato Guttuso en 1941. Rien sur la Rome contemporaine des Dessi, ou Pizzi Canella, un demi-siècle d'histoire de la peinture passé à la trappe. C'est regrettable. Rien non plus sur l'architecture des XIX^e et XX^e siècles... De ce point de vue, son svelte concurrent réussit à faire beaucoup mieux. (Mengès, 2 vol., 680 p., 1 050 F [160,07 €].) Ha. B.

● **LE MÉTIER D'ARTISTE**, sous la direction de Nadejda Laneyrie-Dagen
Le XIX^e siècle a forgé l'image de l'artiste démiurge, créant dans l'obscurité, seul contre tous. Nous vivons encore largement sur ce cliché romantique. Les auteurs, historiens d'art chevronnés, décrivent l'évolution de la condition de peintre et de sculpteur en Occident, du XIV^e siècle à nos jours : une chronique d'individus, de milieux, de transactions et de pouvoirs. (Larousse, 240 p., 299 F [45,58 €].) E. de R.

Enquête sur les distorsions de la perspective

Daniel Arasse s'est lancé dans une recherche périlleuse et une réflexion sur les Annonciations, en Italie entre le XIV^e et le XVI^e siècle.

L'acuité de son regard lui permet d'en sortir vainqueur



L'ANNONCIATION ITALIENNE
Une histoire de perspective
de Daniel Arasse.
Hazan, 368 p., 245 ill., 695 F (105,95 €).

Il y a quelque chose de presque héroïque dans ce livre, fruit de l'un des efforts les plus difficiles qui aient été tentés en matière d'histoire de la peinture ancienne. Daniel Arasse s'y donne un sujet tel que son appréhension demeure délicate jusqu'aux dernières pages. Le titre donnerait à croire qu'il s'agirait d'un inventaire iconographique, comme il s'en publie fréquemment. Or il n'en est rien : ici, pas de catalogue exhaustif des Annonciations peintes en Italie du Quattrocento au Seicento.

Le sous-titre promet « une histoire de perspective ». Pas d'article, donc pas d'« histoire de LA perspective », quand bien même les travaux de Panofsky sont à l'arrière-plan de la réflexion. Alors pourquoi « de perspective » ? Parce que la représentation de l'Annonciation serait liée au développement de la science de la perspective ? Oui – mais pas comme on s'y attendrait. Pas parce que deux phénomènes – prolifération du thème religieux, maîtrise de l'espace par la géométrie – iraient de pair. Ce serait même l'inverse. A l'instant de l'Annonciation, Gabriel déclare à Marie que, grâce à elle, l'infini – Dieu – est près de s'incarner dans le fini – elle, son fils. L'illimité pourrait prendre forme limitée. Or la perspective opère à l'opposé : elle change l'indéfini d'un lieu en un espace défini selon des lignes et des angles. Elle mesure. Elle coupe. Elle clôt. Le « problème artistique » est donc le suivant : « Si, en tant qu'elle implique l'Incarnation, l'Annonciation est le moment où l'incommensurable vient dans la mesure, comment la perspective, "forme symbolique" d'un monde commensurable, a-t-elle pu visua-

liser cette venue (latente) de l'infigurable dans la figure ? » Autrement dit : la géométrie ne serait-elle pas à contre-emploi, dans une situation paradoxale, presque aberrante ?

Le fait est que ce paradoxe a échappé à la plupart des peintres italiens qui ont, en s'appliquant, dessiné selon les lois albertiennes les colonnades et les chambres où se rencontrent l'Ange et la Vierge. « *Perspective sans problèmes* », écrit à leur propos l'auteur, qui ne méconnaît ni la dextérité ni les inventions de ces artistes innocents. Mais il en est d'autres, rares, remarquables, dont les œuvres suggèrent que leur usage de la géométrie visuelle subit atteintes et altérations quand ils peignent l'Annonciation, alors qu'ils font preuve, ailleurs, d'un savoir impeccable. Ceux-ci – Masaccio, Domenico Veneziano, Cosme Tura, Filippino Lippi, Carlo Crivelli, Francesco del Cossa – captivent l'historien, qui s'engage dans leurs tableaux comme un enquêteur dans la plus complexe des instructions criminelles.

INDICES

Il vérifie. Il scrute. Il découvre des anomalies là où nul ne les soupçonnait. Il dessine des schémas afin de s'aider dans ses démonstrations. Des indices complémentaires se révèlent par la comparaison et la consultation de sources annexes, théologiques et philosophiques. On voit le danger : vouloir trop prouver, se laisser emporter par le démon de la déduction, prêter à ces artistes – si grands aient-ils été – une subtilité d'analyse stupéfiante. Il arrive que cette inquiétude vienne à l'esprit du lecteur, d'autant qu'Arasse ne cache pas qu'il l'éprouve lui-même.

Mais ce risque fait partie de son ambition, qui est de pénétrer aussi avant que possible dans les structures intellectuelles et les conceptions picturales de quelques maîtres majeurs. Nonobstant la distance temporelle, les connaissances fatalement lacunaires, les œuvres perdues, les différences incommensurables qui séparent Florentins et Siennois de l'historien d'aujourd'hui, celui-ci pose sans cesse de nouvelles questions, avance d'autres hypothèses. Le lecteur a le sentiment de participer à sa recherche, d'y être engagé à son tour. Il veut, lui aussi, trouver le dernier mot – tout en sachant qu'il n'y en aura pas. Tout en sachant que l'essentiel est d'ores et déjà gagné : un regard plus attentif et plus subtil.

Ph. D.



« Annonciation », anonyme florentin, 1420-1430 (Oxford, Ashmoleum Museum)



MONDES IMAGINAIRES
Photographies
de Deidi von Schaewen,
préface de John Maizels.
Taschen, 340 p., 210 F (32,01 €).

INTÉRIEUR, EXTÉRIEUR
Les architectes et leur maison
de Jean-Louis André,
photographies d'Eric Morin.
Ed. du Chêne, 192 p.,
298 F (45,42 €).

Espace du fantastique, espace policé, chacun chez soi. Voici deux livres qui montrent des lieux habités, conçus par et pour ceux qui les habitent. Les uns sont des artistes autodidactes, des constructeurs spontanés qui ont créé un monde de fantaisie à partir de fragments, de matériaux récupérés, ou de collections d'objets ordinaires. Les autres sont des architectes de talent et de renom, débusqués avec leur complicité au milieu d'un univers dont ils contrôlent le dispositif, les lumières, les couleurs, les accessoires, les volumes et l'atmosphère. Pour eux, dont les noms sont connus, ce refuge privé est aussi l'affiche d'un style.

Titre *Intérieur, extérieur*, l'ouvrage chaud et glacé du journaliste Jean-Louis André respecte l'élégance ordonnée de son sujet. D'une île du lointain Japon aux quartiers résidentiels de Philadelphie, de Rome à Neuilly, de Milan à la rue Mouffetard, les architectes rencontrés s'identifient à leur pré carré, et développent une attention précise aux détails révélateurs. Même les plus bohèmes, surtout eux.

De Bernard Tschumi et Ricardo Bofill à Mathias Ungers et Vittorio Gregotti, de Paolo Portoghesi à



Le parc de sculptures en métal soudé de Raymond Morales à Port-de-Bouc (France)

Chacun chez soi

Tous, ils ont voulu construire un lieu unique : élégance contrôlée, maîtrisée, des intérieurs d'architectes de renom, et fantaisie baroque, débridée, d'artistes autodidactes qui ont mis en forme et en espace leurs « mondes imaginaires »

Shoei Yoh, qu'ils s'entourent de meubles signés ou d'objets chinés dans les brocantes de leur existence, chacun se présente sous son meilleur jour. Le plus convaincu étant peut-être Paul Chemetov qui a élu domicile depuis trente ans dans un quartier du vieux Paris et réchauffe de souvenirs familiaux et de traces d'amitié les matériaux rigoureux d'un habitat sobre. Le plus émouvant, le couple Enric Miralles et Benedetta Tagliabue, qui, ayant adopté une maison du Barcelone médiéval, découvre peu à peu sous les papiers et les peintures épaisses et moissies les

fresques estompées des premiers habitants.

Premiers habitants, les Facteur Cheval et les Picassette du monde entier, rassemblés par la photographe globe-trotteuse Deidi von Schaewen dans son *Mondes imaginaires*, ont tous vocation à l'être et à le demeurer. Chez eux, la folle du logis s'est emparée de leur existence, jour après jour et sans relâche. Artistes sans école, fauteurs de trouble pour leur propre compte, ils ont entrepris de changer le monde sur le pas de leur porte. A leur échelle, qui parfois atteint la démesure.

Souvent, ils ont commencé petit, arrachant du chemin un caillou qui leur parlait, une forme qui leur disait quelque chose, un tesson de céramique ou une canette de bière, des matériaux délaissés qui auraient pu servir, qui allaient servir leur dessein.

Ils ont défié le temps, inscrit les mythes naïfs de leur culte, emprunté aux grandes religions en y mêlant leur ésotérisme, s'attachant à conserver la clé de leur mystère, au fur et à mesure qu'ils le portaient à la connaissance de tous. La France et l'Amérique sont particulièrement bien représentées

dans ce panthéon des modestes, prêts à redessiner l'univers et qui se comparent aisément aux artistes reconnus de l'art brut, aux Dubuffet et aux Niki de Saint-Phalle, présents dans l'ouvrage à leurs côtés.

La « maison de celle-qui-peint », à Pont-de-l'Etoile, la « tour de l'apocalypse », en Belgique, ou la « bohème » de Lucien Favreau, répondent aux animaux sculptés dans les ferrailles, aux parcs de totems des excentriques retrouvés dans le Wisconsin, le Texas et la Géorgie. Les pays de l'Est, l'Afrique du Sud, le Laos, la Thaïlande,

l'Inde avec le jardin de pierre de Nek Chand à Chandigarh, font tourner autour de la planète le manège des inventions inouïes de ces créateurs sans limite.

Sauvage foisonnement de formes et de couleurs, ce livre savant (chaque lieu, chaque auteur est décrit par un spécialiste mondial de l'art brut, l'Anglais John Maizels) est une première éditoriale due à une photographe d'architecture, née à Berlin et qui a choisi de s'établir à Paris, après New York et Barcelone, ville de Gaudi, leur maître à tous.

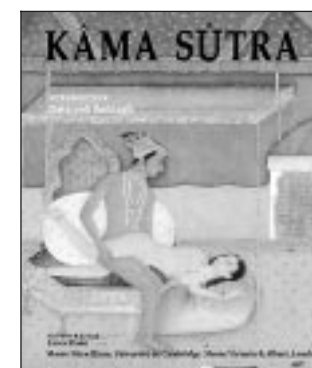
Michèle Champenois

SELECTION MODE-DESIGN-ART DE VIVRE

● **SUBLIMES**,
de Françoise Huguier



jeu légendaire enraciné dans la culture chinoise. Des citations de Confucius, de Lao-Tseu et du poète Li Bai introduisent les chapitres où, entre calligraphies et motifs traditionnels, sont présentées les figures et les tactiques de ce jeu très populaire. Pour novices ou initiés. Présenté dans un coffret, ce livre-objet est accompagné d'un jeu de 144 cartes à découper.
(Ed. Philippe Picquier, 178 p., 220 F [33,53 €]). L. G.



Dane. (Ed. Guy Trédaniel, 160 p., 298 F [45,43 €]). J.-L. D.

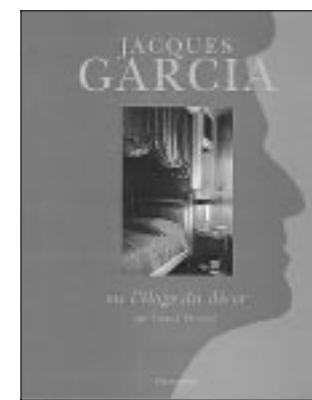
● **LA VIE DE VILLAGE**,
de Marie-France Boyer
Sur son ton ironique, très anglo-saxon, Marie-France Boyer (après les cafés, les arbres et... Marie-Antoinette) nous promène dans une France à la fois oubliée et familière à tous les promeneurs. Epicerie, salle de restaurant, école, mercerie, mairie, camionnette de charcutier ambulante, gare, chambre d'hôtel : autant de pages d'un manuel de vie quotidienne qui apprendrait à grande vitesse à un étranger ce qui souvent lui demeure obscur dans notre pays. Ce qui échappe au temps. La particularité d'un pays profondément rural et encore indéracinablement marqué par le XIX^e siècle.
(Thames & Hudson, 114 p., 185 F [28,20 €]). R. d. C.

● **L'ART DE JOUER AU MAH-JONG**,
de Patricia Batto



Dans les films et les romans chinois contemporains, il y a toujours une partie de mah-jong. Précis et clair, le livre de Patricia Batto initie aux raffinements de ce

● **JACQUES GARCIA**,
de Franck Ferran
L'Hôtel Costes, le Fouquet's, La Grande Armée, Ladurée, la Villa Barclay, L'Avenue... à Paris, Le Majestic à Cannes, Le Normandy à Deauville... ont tous un nom qui les unit. Et surtout un style. Celui du décorateur Jacques Garcia. Un talent reconnaissable entre tous : pour cet art d'assumer le passé et de le revisiter sans en masquer les références, pour cette culture des volumes et des perspectives, cette façon de dégager, au premier coup d'œil, une atmosphère. L'illustration abondante de ce livre souligne le glissement subtil entre passé et présent et éclaire la cohérence d'une démarche. (Flammariion, 263 p., 400 F [60,97 €]). V. Ca.



Bill Krohn

ALFRED HITCHCOCK
au travail
CAHIERS DU CINÉMA

EDITIONS CAHIERS DU CINÉMA **Album** 299 Frs

● JARDINAGE



ENCYCLOPÉDIE UNIVERSELLE DES QUINZE MILLE PLANTES ET FLEURS DE JARDIN DE A À Z de Christopher Brickell, avec la collaboration de cinquante auteurs. Edition française supervisée par Patrick Mioulane. Bordas, 1 104 p., 680 F (103,67 €).

L'Encyclopédie universelle des quinze mille plantes et fleurs de jardin de A à Z est un ouvrage de référence moderne, comme il n'en existe pas d'autres en langue française, à notre connaissance. Il a d'abord été publié en Grande-Bretagne sous les auspices de la Société royale d'horticulture et sous la conduite de Christopher Brickell, qui en fut le directeur et devait, à ce titre, voyager dans le monde entier, missionné par cette prestigieuse institution, à la recherche de plantes nouvelles. L'édition Bordas aurait pu n'être que la traduction de cette somme – ce qui se produisit encore trop souvent. Il n'en est rien : Patrick Mioulane en a supervisé la traduction, en a dirigé l'adaptation pour les jardiniers continentaux. Les lecteurs des revues françaises de jardinage et les téléspectateurs de France 2 apprécieront depuis longtemps l'étendue des connaissances, le sens pratique et les conseils judicieux de cet amoureux des plantes et des jardins, par ailleurs excellent photographe. Une équipe de sept journalistes est venue l'épauler et rejoindre les cinquantes spécialistes britanniques de l'édition originale. Cette débauche de moyens trouve son accomplissement dans



Superbe floraison

Pour tout savoir, mais aussi pour rêver : quinze mille plantes étudiées dans cet ouvrage de référence... qui vient d'Angleterre, of course

un ouvrage auquel le jardinier expérimenté comme le débutant pourront se référer, certains d'y trouver les conseils judicieux, fiables qu'ils recherchent. Les très nombreuses photos en couleurs permettront d'identifier avec sûreté des espèces et des variétés communes et d'autres beaucoup plus rares. Classées par ordre alphabétique des noms latins – un index des noms communs français facilitera les recherches –, chaque espèce est traitée dans une fiche synthétique qui décline les variétés.

Après un petit texte descriptif, la rusticité, le mode de culture et de multiplication, les ennemis et maladies sont détaillés, la taille adulte précisée. La somme de connaissances synthétisées dans ce livre, la façon dont elles sont mises à la portée de tout un chacun, dans un langage précis, net, qui ne laisse place à aucune interprétation, sont bien dans la ma-

nière des scientifiques qui veulent faire partager un savoir théorique éprouvé par une pratique faite d'échecs, de doutes et finalement de réussites. L'exactitude, la concision ravélienne des textes est plus évocatrice que les paraphrases des recopieurs qui envahissent ordinairement cette littérature.

JARDIN IMAGINAIRE
La lecture de cette encyclopédie est particulièrement attrayante du fait même que les plantes sont classées par ordre alphabétique. Cette assertion peut sembler étonnante, mais qu'on y songe : le hasard des appellations latines, décimées depuis des siècles, fait se succéder dans les mêmes doubles pages notices sur des arbres, des plantes à fleurs annuelles ou vivaces, des arbustes, des bulbeuses, des rhizomateuses, des plantes de serre, provenant des déserts, des lointaines

forêts nordiques, asiatiques, australiennes, des hautes montagnes. Le lecteur se promène ainsi dans un jardin imaginaire, utopique, qui suscite le désir, excite une imagination décuplée par les photographies.

Que l'on aimerait voir s'épanouir dans son jardin le mystérieux *Calochortus superbus*, une bulbeuse vivace de la famille des liliacées, originaire de Californie et dont « les tiges ramifiées portent jusqu'à six fleurs, en coupe, de 5 à 8 cm de diamètre, légèrement pubescentes, blanches, crème, bleu lavande ou jaunes », dont « chaque pétale présente une marque brune, au-dessus de la base jaune ». Reste aux horticulteurs à lire ce livre, et à multiplier et commercialiser des merveilleuses si difficiles parfois à trouver chez les spécialistes ; les jardiniers pourront ainsi contempler de près ce qui les aura fait rêver.

Alain Lompech

S É L E C T I O N J A R D I N A G E

● **L'ART DU JARDIN AU JAPON**, texte de Marc P. Keane et photographies de Haruzô Ohashi



Remarquablement clair et pédagogique, ce guide des jardins donnera aux futurs touristes esthètes des repères indispensables pour se promener à Kyoto (essentiellement). Que voir dans un jardin japonais ? Comment interpréter cette disposition souvent inattendue de pierres, de mousses, de monticules, de petits pavillons, de bambous et de pins ? Comment juger d'une élégance aux codes parfois complexes ? Une chronologie subtile, des concepts esthétiques, des plans, des glossaires permettent de sortir du labyrinthe envoûtant des jardins secs. Privés, religieux, contemplatifs, méditatifs, incorporant l'environnement extérieur et le cheminement intérieur, la littérature ou la spiritualité, les jardins japonais peuvent résumer toute l'histoire culturelle du pays. (Traduit du japonais par Marie Maurin-Boussard, Picquier, 184 p., 230 F [35,06 €].) R. d. C.

● **CHARLES JONES, LE ROYAUME DES PLANTES**, de Sean Sexton et Robert Flynn Johnson
Dans sa préface, Gilles Clément écrit : « Une photographie de Charles Jones suffit à s'en convaincre : le monde atteint par une décision du regard transforme toute chose en projet. »
Le maître du jardin en mouvement a vu juste. Les photographies du Britannique, légumes, fleurs, fruits sont des portraits humbles dans la précision fanatique du détail, orgueilleux dans l'emphase de leur monumentalité.
Un navet ? Un chou ? Fixer son attention sur eux, jusqu'à en perdre la notion du temps, et l'on y verra tout autre chose, une couleur, un grain, une matière, une lumière, une géométrie, un monde. (Traduit de l'anglais par Christian-Martin Diebold, Thames and Hudson, 128 p., 195 F [29,72 €].) A. Lo.

● **GINGKO BILOBA, L'ARBRE QUI A VAINCU LE TEMPS**, de Pierre-François Michel
Inchangé depuis des dizaines de millions d'années, le gingko biloba est un conifère qui, lors de son apogée il y a cent cinquante millions d'années, poussait dans des forêts, des étendues herbeuses que fréquentaient les dinosaures. Planté aujourd'hui un peu partout dans le monde, cet arbre est ici raconté d'une façon aussi attrayante que précise scientifiquement. (Kiron/éditions du Félin, 114 p., 149 F [22,71 €].) A. Lo.

● **LE JARDIN PARFUMÉ, RÉALISEZ VOTRE JARDIN DE SENTEURS**, de Nicole Boshung et Michèle Giraud
Tout pour créer un jardin parfumé, à partir de huit patrons dessinés par des paysagistes et explicités pour que chacun puisse le réaliser. Avec des fiches techniques sur les fleurs, vivaces et arbustes parfumés : comment les cultiver de façon qu'elles donnent le meilleur d'elles-mêmes ; les associer pour qu'elles étourdissent nos sens, chaque jour de l'année et à chaque heure du jour. (Bordas/Guerlain, 160 p., 199 F [30,33 €].) A. Lo.



● **L'ALMANACH DU JARDINIER 2000**, de Véronique De Andreis, Stéphane Decoux et Charlotte Vannier
Mois par mois, les fleurs... du mois et les travaux à entreprendre au jardin d'une façon un peu sommaire parfois, mais toujours juste et pleine de bon sens. Les débutants tireront profit des conseils donnés et découvriront des plantes solides, faciles à cultiver et sans

prétention. Une mine de conseils de base qu'il est important de connaître et font de cet almanach un petit guide qui sera utile bien au-delà de l'année 2000. (Rivages, 112 p., 100 F [15,24 €].) A. Lo.



● **REDOUTÉ, LE PRINCE DES FLEURS**, de Claudia Salvi-Pierre-Joseph Redouté, dessinateur du cabinet de la reine Marie-Antoinette, puis peintre officiel des fleurs de l'impératrice Joséphine de Beauharnais, a laissé une œuvre abondante dont la perfection d'exécution, la délicatesse de la mise en couleur, la précision du détail ont fait parvenir jusqu'à nous les fleurs cultivées en son temps et dont certaines le sont encore. L'auteur a réuni deux cent cinquante des dessins du peintre, les commente et nous introduit ainsi à l'art de celui que l'on a appelé le Raphaël des fleurs. (La Renaissance du livre, 176 p., 295 F [44,97 €].) A. Lo.

ELIZABETH GEORGE

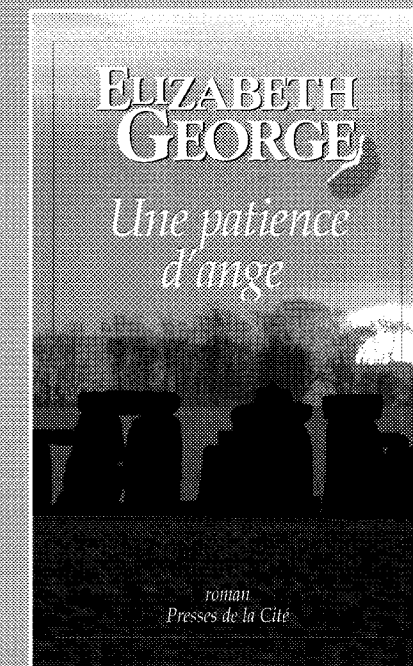
« Miss George se love dans les listes de best-sellers et les crimes les plus monstrueux avec des voluptés de chatte anglaise frôlant la cheville de Jack l'Eventreur un soir de fog. Violents, teintés de perversion sexuelle, ses romans se dévorent... »

Michel Grisolia - L'Express



© Fagot Photography

Son dixième best-seller



« Personnages aux visages multiples, doubles vies et demi-vérités, fausses pistes et faux-semblants, le récit étend une toile aux fils subtils et de plus en plus serrés. Le lecteur s'y laisse lentement piéger avec cette volupté un tantinet perverse qui fait le charme du genre. »
Michel Abescat - Le Monde

« La plus british des polardeuses américaines nous plonge une fois de plus dans les noires ténèbres de son monde glauque et sanglant. Miam ! Miam ! Elizabeth George mérite trois étoiles au Michelin ! »
Pascale Frey - Elle

« Les manoirs de la campagne anglaise, les milieux artistiques de Londres, la prostitution de luxe... Un régal, 649 pages à déguster le temps d'un Paris-Londres, en Eurostar ! »
Marie-Claire Pauwels - Madame Figaro

« Son meilleur livre. »
Dinah Brand - Lire
PRESSES DE LA CITÉ

Chaque mardi avec
Le Monde
DATÉ MERCREDI
retrouvez
LE MONDE INTERACTIF

COMMUNIQUÉ
A. Wickham et S. Coignard, auteurs de l'ouvrage intitulé "L'Omeria Française" publié aux éditions Albin Michel font savoir qu'il a été indiqué par erreur que M. Jacques DOUCE, ancien Directeur Général d'HAVAS, s'était suicidé, alors qu'il est décédé des suites d'une longue maladie. Les auteurs présentent leurs regrets à sa famille.

CHRISTIAN OSTER
PRIX MÉDICIS
pour son roman
Mon grand appartement
(éd. de Minuit)
sera à la librairie
VOYELLE
le vendredi 17 décembre
à partir 17 h.30
98, rue des Entrepreneurs, Paris 15^e
Tél. 01 48 56 05 74



Deux millénaires par le menu

Du dernier repas du Christ au banquet planétaire en passant par les délices de Chine ou de Constantinople, voyage gourmand dans le temps

2000 ANS DE FESTINS
Les grandes dates de l'Histoire à travers 20 savoureux menus de Ruth Keenan. Photographies de Michaël Roulier, stylisme d'Emmanuel Turiot, Ed. de La Martinière, 192 p., 295 F (44,97 €).

Certains livres de cuisine sont tout aussi beaux que les livres consacrés aux beaux-arts, mais ce ne sont pas, hélas, la majorité. Certains aussi, souvent les mêmes, donnent à lire, pour de bon et pour de vrai. Là encore, ce ne sont pas les plus nombreux. Trop souvent, les maquettes sont laides à couper l'appétit comme s'il fallait absolument mélanger toutes sortes de caractères différents, passer les textes en surimpression sur des images qui en deviennent tout aussi illisibles, mettre de la couleur à tout prix et partout, entas-

ser sur une même page un maximum d'illustrations de toutes sortes qui n'ont parfois rien à voir avec ce qu'elles sont censées illustrer, alors qu'à l'inverse on serait souvent curieux, lorsque l'on vous explique qu'il faut telle forme de verre pour telle boisson ou tel ustensile pour tourner la sauce ou tel ingrédient pour la réussir, de voir tout simplement à quoi cela ressemble. Trop de textes, enfin, semblent avoir été rédigés sans vraie justification et sont à la limite de l'indigestion. Bref, de nombreux ouvrages ont l'air d'avoir été conçus de bric et de broc sans qu'il y ait eu la moindre concertation entre les auteurs des textes, les iconographes et les concepteurs de recettes, chacun fournissant de son côté ce qu'il avait sous la main.

Il importe d'ajouter qu'il ne rentrait pas dans notre propos de tester les recettes, privilégiant le plaisir de tourner les pages, de lire, de regarder. Les ouvrages qui suivent ne sont donc pas toujours simples – car parfois érudits – mais toujours de bon goût,

et donnent à lire autant qu'à rêver, à voir autant qu'à imaginer.

Avec *2000 ans de festins*, la petite histoire se mêle à la grande, l'auteur, Ruth Keenan, s'est amusée en supposant que, de tout temps, l'homme ne s'est pas contenté de manger pour vivre et qu'il y a toujours eu des gourmets, des gourmands et des gastronomes.

Se fiant autant, dit-elle, à ses recherches qu'à son intuition, elle livre ici un ouvrage qui est avant tout un divertissement, proposant un menu par siècle (donc vingt menus) à travers les continents, cherchant à donner plus une ambiance, une atmosphère qu'à reconstituer une réalité historique qui ne serait d'ailleurs sans doute pas conforme à nos goûts d'aujourd'hui et peu facile à transposer de façon réaliste et réalisable.

Chaque siècle – et par conséquent chaque festin – s'ouvre sur une double page d'informations et continue par un menu détaillé, le tout appuyé d'illustrations anciennes et de photographies des recettes réali-



Fresque de Pompéi illustrant la recette des « huîtres au vin blanc », grand régal des Romains

sées. Ruth Keenan rêve et imagine pour entrer en matière le dernier repas du Christ, se fondant à la fois sur les recettes traditionnelles du Seder, le repas au cours duquel se célèbre la sortie d'Égypte lors de la Pâque juive, sur le Nouveau Testament et sur la *Michna*, publiée plus tard mais qui rassemble des interprétations rabbiniques de la Torah, portant souvent sur les règles alimentaires : on commencera donc par un poisson à la sauce aigre-

douce, on poursuivra avec un rouleau d'épaule d'agneau aux herbes et aux pignons, une salade de céleri et d'herbes amères aux condiments, pour terminer par une compote de fruits secs.

Pour le repas romain, au II^e siècle, c'est bien entendu Apicius, l'auteur du premier livre de cuisine connu, qui prend le relais. Avec le III^e siècle entrent en scène la cuisine chinoise et le « wok » si à la mode aujourd'hui. Après Constantinople et l'opu-

lence, on essaiera la cuisine barbare « à la mode vandale », les plaisirs austères irlandais, les délices frugaux des déserts d'Arabie, on s'installera à la table de Charlemagne, on découvrira la somptuosité des *Mille et Une Nuits*, les plats slaves, les délicatesses nipponnes, les produits du Nouveau Monde... avant de savourer un véritable menu métissé de toutes les cultures pour un banquet planétaire.

Martine Silber

SELECTION CUISINE

● **LE BEL APPÉTIT DE M. DE BALZAC**

« La gastronomie devient, avec le sexe et l'argent, un des éléments conducteurs de l'intrigue balzacienne », écrit Gonzague Saint-Bris en avant-propos, expliquant que l'époque coïncide avec une importante étape de l'histoire de la cuisine française : stabilité économique, montée de la bourgeoisie, modernisation de l'agriculture, arrivée de nouveaux produits, et surtout multiplication des restaurants et des cuisiniers. Un des plus beaux livres-cadeaux que l'on puisse faire où se faire, car la documentation est impeccable, les recettes fort soignées, les photos superbes, l'iconographie et les citations parfaitement mises en place. (Texte de Gonzague Saint-Bris, recettes de Jean Bardet, photographies de Jean-Claude Amiel, Chêne, 192 p., 260 F [39,64 €]) M. Si.

● **CADEAUX GOURMANDS**

Combinant recettes et façons d'offrir, ce livre permet de s'amuser avec la nourriture en toute impunité. Les recettes sont incomparables : toutes étonnantes, rares, originales, elles font appel à la plus intense gourmandise, et elles sont à la fois merveilleusement photographiées et expliquées. A chaque saison correspondent ainsi des idées de cadeaux. (Sous la direction de Colette Gouvion, photographies de Dorian Shaw, recettes d'Anouk Lautier et Arlette Sirot, éd. du Rouergue, 190 p., 195 F [29,73 €]) M. Si.

● **LES PÂTES DU TERROIR ITALIEN. Histoires et recettes**

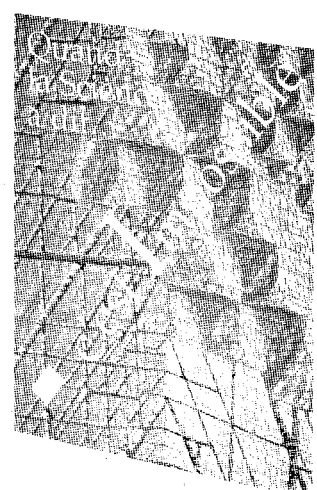
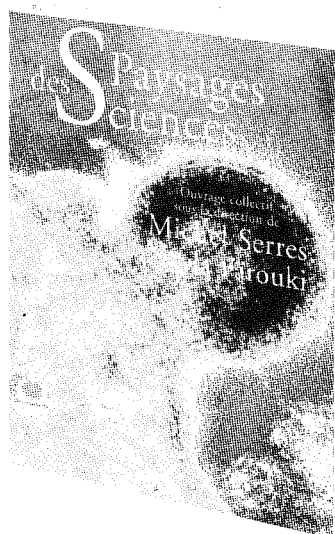
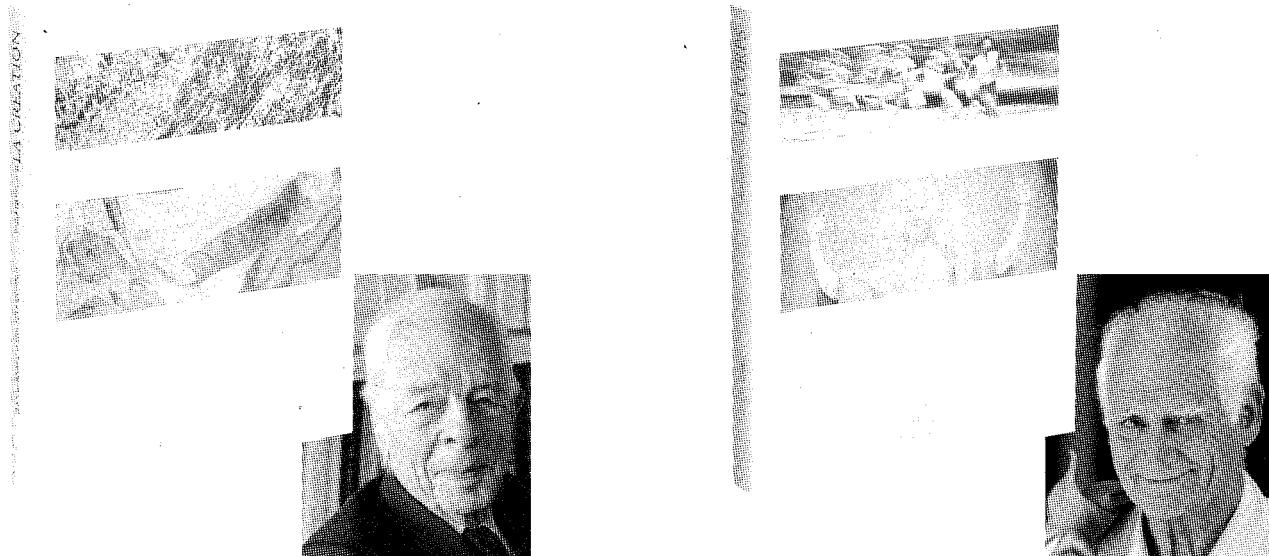
de Philippe Sinsheimer Une cuisinière d'origine vénétienne et un gastronome curieux ont considéré les pâtes sous toutes leurs formes et lieux d'origine. La partie historique est tout aussi délectable que les recettes proposées. (Recettes d'Adèle Orteski, Minerva, 176 p., 169 F [25,76 €]) M. Si.

● **LA CUISINE DES FÉES**

Les contes de fées regorgent de gourmandises, à commencer bien sûr par le palais de Dame Tartine : il ne restait plus qu'à les recenser, trouver les recettes et les illustrer de belle et magique manière, c'est chose faite. Le « metteur en scène », Philippe Model, créateur de mode, s'en est visiblement donné à cœur joie et le photographe Bernhard Winkelmann s'est fait un plaisir tout aussi visible de l'accompagner. Quant aux recettes, elles sont parfaitement claires et compréhensibles. Bonnes fées et marraines, à vos chaudrons ! (Texte de Laurence et Gilles Laurendon, recettes de Christine Ferber, Chêne, 168 p., 260 F [39,64 €]) M. Si.

● **LA CUISINE VAGABONDE**

de Jean-Philippe Derenne Cinq cents chasses aux trésors : des recettes à base de produits du jardin, champignons, herbes de campagne, des plats ponctuant une balade au bord de l'eau ou une pêche à pied, des tambouilles peaufinées avec ce qu'il nomme « *épluchures* » (restes de légumes, de poissons, de crustacés, d'os, abats, peaux de fruits et résidus d'agapes). Derenne déniche l'ingrédient inattendu en contant l'art de le ramasser, en fait un mets rare en évoquant le parfum qu'en ont pu restituer les poètes. (Fayard/Mazarine, 592 p., 149 F [22,71 €]) J.-L. D.



chapitre.com
Tous les livres français, même les introuvables

380 000 livres neufs et 150 000 livres anciens

www.chapitre.com

e-mail : librairie@chapitre.com
41, rue de Richelieu - 75001 Paris
Fax : 01 42 97 94 96
Recherche gratuite de livres anciens ou traités
 Paiement sécurisé • Livraison rapide partout dans le monde